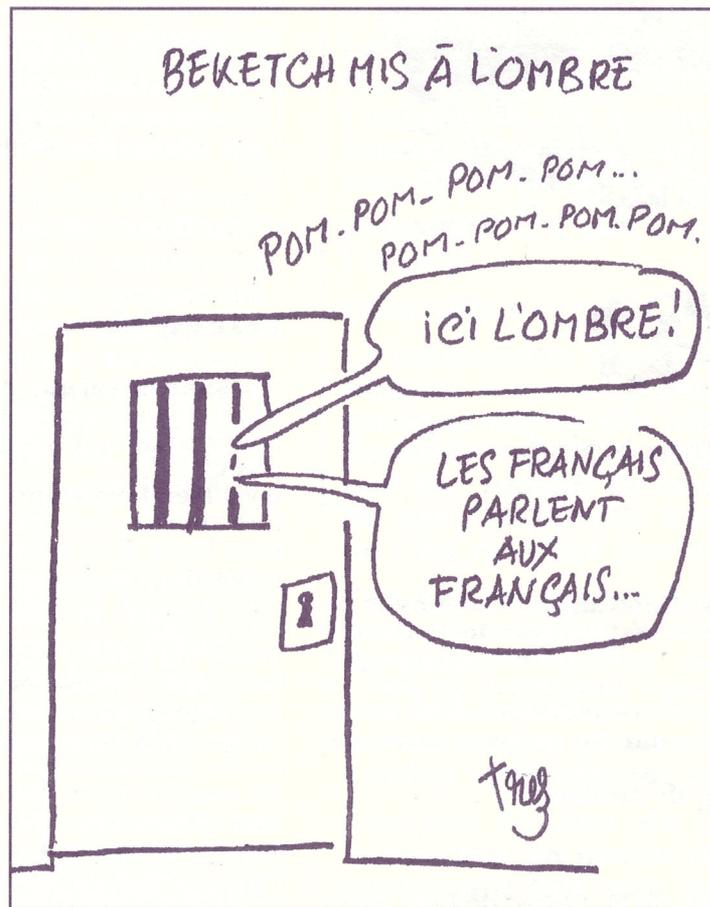


LE LIBRE JOURNAL

de la France Courtoise

N°
104

Décaire
de civilisation française
et de tradition catholique



Malgré les vacances, l'ami Trez n'a pas oublié...

- Les impostures du *Monde*.
- Les menaces de la Coterie anti-nationale.
- Les oublis de la Licra.
- Les sales coups de Clinton.
- Les secrets des *Galeries Lafayette*.
- Et les mauvaises vacances de Cohen.

Lettres de chez nous

la Sécu



l'Assurance Maladie
sécurité sociale

QUESTION-RÉPONSE

En observant ce dessin illustrant un document de la Sécurité sociale, on constate que la foule qui regarde le trou n'est pas "politiquement correcte" en notre époque où toute campagne de pub se doit de sacrifier au caractère multiracial de notre société. Question : où sont-ils passés, ceux qui manquent ?

Réponse : dans le trou. Ils creusent !

OPTIMISME

Vous doutiez de la volonté de M. Chirac de faire appliquer les promesses faites durant sa campagne, n'est-ce pas ? Vous voilà bien pris et l'homme honnête que je devine en vous demandera pardon à ses lecteurs et auditeurs : M. Chirac tient ses promesses, il lui faut le temps, évidemment.

Le jour où il voudra enfin faire quelque chose contre le chômage ou les dépenses de l'État ou l'immigration, il ne sera probablement plus président de la République et ça, ça ne sera pas de sa faute. Manque de temps ou de moyens.

Mais il y a une promesse qu'il a tenue. Vous souvenez-vous d'une émission d'Arte sur l'extrême droite ?

M. Chirac était déjà président de la République,

M. Gaubert invité à l'émission avait révélé que le gouvernement s'employait à freiner le Front national.

Première mesure trouvée pour arrêter cette progression : un skinhead, six ans après l'incident de Carpentras, se rend "spontanément" à la police. Il faudrait nous expliquer qui est cet homme et comment il a été assailli par les remords au moment où les profanations de sépultures deviennent quelque chose de banal après celle de Toulon et autres.

Je comprends maintenant pourquoi le témoin promis par "Témoin n° 1" et qui devait faire des révélations fracassantes n'a rien fracassé. Il était au fond du Rhône, avec du plomb dans la tête et du béton au pied...

Dieu merci, M. Chirac, touché par nos traditions judéo-chrétiennes, n'hésitera pas à gracier discrètement ce skinhead qui retrouvera ainsi rapidement la liberté. A moins que la tradition judéo-tout-court ne s'y oppose. L'avenir nous le dira.

Il y a des tas de raisons de se réjouir, encore faut-il les voir.

J'espère que cette petite leçon d'optimisme vous sera de quelque profit.

M. de L. (Paris)

BEAUJOLAIS

Finalement, j'ai été mal inspirée de vous demander le n° 95. Bien que je le devine, je préfère ne pas avoir la confirmation de l'auteur qui a sévi dans "Fidèle au poste".

Il y a bien longtemps que j'ai déserté "Bouillon de Culture" mais, parce que ce malotru est fâché avec Bernard Pivot, il se permet de traiter le vignoble du Beaujolais de "vin de cocher et de postillon". Et d'abord, pourquoi un cocher ne pourrait-il pas apprécier un beaujolais ?

Toute ma famille maternelle depuis des lustres est du Beaujolais - Romanèche, Thorins, Moulin à Vent - avec des vignes, mon grand-père et mon oncle étaient tonneliers. A la fin du siècle dernier, il y eut de grands malheurs dans les vignes.

Ma sœur a même fait don au musée de superbes desins d'il y a plus de 100 ans, dans un siècle qui n'avait pas d'ordinateurs !

Nous y avons toujours des vignes et je n'aurai pas l'outrecuidance de vous dire le bonheur de déguster ces vins que les vigneron font naître avec amour et qui reçoivent leurs visiteurs avec générosité.

C'est la première fois que je lis un article sur le *Libre Journal* qui m'a fait autant de peine. Ce journal est "libre", mais ce ne doit pas être dans ce sens-là.

Il n'empêche qu'à part ce malheureux article j'aime le *Libre Journal*, je vous félicite de l'avoir créé et prends part à tous vos soucis. Vous savez que vous avez l'affection de tous vos lecteurs, et la mienne bien sûr.

(J'ai 75 ans. Élevée dans une pension sévère, peut-être que l'indulgence me manque !...)

G. C. (Nogent-sur-Marne)

LE LIBRE JOURNAL

de la France Courtoise

139, bd de Magenta - 75010 Paris

Tél. : (1) 42.80.09.33.

Fax : (1) 42.80.19.61.

Directeur : **Serge de Beketch**

« Le Libre Journal de la France Courtoise » est édité par la Sarl de presse SDB, au capital de 2 000 F

Principaux associés :

Beketch, Fournier

Directeur de publication :

Danièle de Beketch

Commission paritaire : 74 371

Dépôt légal : à parution.

Imprimerie :

R.P.N Le Blanc-Mesnil

ISSN : 1244-2380

Ce numéro contient un encart

entre les pages 12 et 13

Abonnement

1 an 600 Frs,

à **SDB**,

139 boulevard de Magenta

75010 Paris

42.80.09.33



ÇA VALAIT BIEN UNE FÊTE !

Le mardi 10 septembre, la radio d'État a, selon l'expression de ses animateurs, consacré la journée à « faire la fête » avec les habitants du Havre.

Motif de ces réjouissances médiatisées : l'arrivée dans le port normand d'un paquebot de croisière, propriété de l'homme d'affaires norvégien Knut Klosters et affrété par un armateur américain, le *Norway*, qui (je parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître) fut naguère l'orgueil de la République gaullienne.

Il s'appelait le *France*.

On me permettra de rappeler brièvement les faits. Le 19 janvier 1962, le *France*, baptisé par Yvonne De Gaulle, femme du général-président, appareille pour sa croisière inaugurale. C'est le plus beau paquebot du monde.

Il incarne aux yeux du monde la France gaullienne : forte, indépendante, riche, moderne, engagée dans l'avenir. Il a coûté quatre cent millions de l'époque (trois milliards d'aujourd'hui).

Il part pour vingt ans. Les experts ont situé à cet « horizon » la date de son amortissement.

Douze ans plus tard, il est désarmé.

Motif : crise du pétrole, charges d'équipage, absence de rentabilité.

Après six ans de cale sèche, il est fourgué au vingtième de son prix en francs constants à un milliardaire arabe qui, six mois plus tard, le revend à un Norvégien en faisant la culbute.

Le Norvégien dépense en travaux le tiers de ce que le bateau a coûté à l'origine et, en six mois, le fait transformer par des chantiers navals allemands en navire de croisière.

Depuis, il n'a pas cessé de gagner de l'argent.

Conclusion.

La formidable machine de la Ve République, avec son général, ses plans quinquennaux, ses ministres, ses fonctionnaires, ses marins cégétistes n'a pas été foutue de consacrer une part de ses ressources à sauver ce fleuron de l'art de vivre français.

Pas été foutue de trouver en six ans l'acheteur qu'un bédouin a dégoté en six mois.

Pas été foutue en six ans de moderniser un navire qu'un chantier allemand a refait entièrement en six mois.

Pas été foutue de rentabiliser en douze ans un navire dont un armateur américain fait une mine d'or depuis dix-sept ans.

Un tel résumé de la calamité que, depuis bientôt un demi-siècle, la Ve République représente pour la France méritait bien une petite fête, en effet.

Cela dit, on comprend que l'armateur ait refusé de recevoir à bord les milliers de « gars du *France* » invités par la municipalité du Havre pour la circonstance.

Il devait craindre qu'ils ne le coulent une deuxième fois.

Serge de Beketch



La double imposture les Français «racistes» jugent

JAMAIS VU ?

 Les médias ont été unanimes à décréter que l'attentat contre la statue de saint Louis Grignon de Montfort perpétré par les commandos de la "Malvenue au pape" était "sans précédent". C'est évidemment faux : en 1983, à la veille de la venue de Jean-Paul II à Lourdes, une effigie de Ponce Pilate avait été plastiquée.

JAMAIS VU ? (bis)

 Les médias s'effarouchent que certains politiciens belges puissent être soupçonnés d'avoir protégé le monstre Dutroux. Le scandale serait "sans précédent". C'est évidemment faux : au début des années 80, la France a connu un scandale comparable.

EMBARGO

 Un entraîneur de jeunes basketteurs de la municipalité de Saint Ouen avait été débusqué par des journalistes. Arrêté, il fut jugé et condamné. la grosse presse, cependant, resta d'une discrétion de violette. 'en souffla mot :

Du guet était un militant communiste employé par la mairie communiste et le Parti avait mis l'embargo sur l'affaire.

Grande affaire de l'été, l'occupation de l'église Saint-Bernard aura eu le mérite de dévoiler un peu plus encore les mécanismes de l'imposture antiraciste. L'ex-juge Marsault, devenu député chiraquien, appelle à un référendum sur l'immigration. Interrogé sur ce point par Radio-Classique, Raoult, ministre des Beurs, dit son opposition.

Raoult et Marsault sont donc en désaccord sur une question absolument cruciale.

Le député veut donner la parole aux Français, le ministre refuse.

Or, l'un et l'autre sont à l'évidence de scrupuleux démocrates que rien ne permet de soupçonner d'hostilité au principe consistant à consulter le peuple quand il y va de sa survie.

En outre, si leurs opinions sont opposées, leurs motivations ne peuvent pas l'être puisqu'ils sont du même parti, de la même tendance et peut-être bien de la même loge. Pourquoi donc ce désaccord ?

Eh bien, le député pense à sa réélection quand l'autre pense à sa survie de ministre.

Marsault se dit qu'en 1998 le choix des Français se fera en fonction du désir d'envoyer au parlement des députés qui traduisent vraiment leurs préoccupations prioritaires mais sous la pression de la police de la pensée, de ses diktats moraux, et après l'habituel matraquage médiatique contre le Front natio-

nal. Marsault joue donc, comme Peyrat à Nice, comme Bourgbroc à Chalons et comme quelques autres un peu partout en France, la carte Canada-Dry.

Ça ressemble à du FN, mais ça n'en est pas.

Raoult, quant à lui, sait qu'il ne garderait pas une demi-heure son portefeuille s'il envisageait simplement la possibilité de donner la parole au peuple. Parce qu'il a entendu Chirac exclure très clairement cette éventualité.

Parce que telle est la volonté des forces occultes dont Chirac a montré surabondamment qu'il était la chose.

Son gouvernement prosterné devant les coteries exclut donc la libre expression de la volonté majoritaire quand elle risque de n'être pas conforme au bon plaisir des maîtres. Cette disposition radicalement contraire aux fondements de la constitution et aux principes de la démocratie est si impérieuse qu'elle n'est même pas dissimulée.

Dans *Le Monde*, Sami Naïr, professeur de sciences politiques à l'Université Paris VIII, écrit : "S'il s'agissait de ne jamais aller contre le sentiment des électeurs, la peine de mort ne serait pas abolie dans ce pays." C'est reconnaître qu'il y a des pouvoirs plus forts que le pouvoir des urnes et donc des super-citoyens dont la volonté l'emporte sur celle des citoyens.

Dans le contexte, on se serait attendu à ce qu'il

ajoutât : "...et l'immigration zéro serait appliquée". Or, il ne le fait pas, alors même que son article intitulé (en vertu du principe d'inversion) "Immigration : assez de mensonges !" porte sur ce sujet et non pas sur la justice. Pourquoi cette galipette ?

Parce que le tabou sur l'immigration est si puissant qu'il interdit même de faire confirmer aux Français qu'ils y sont hostiles en majorité.

D'où le double discours contradictoire qui dénonce la France raciste et dissimule la volonté majoritaire de se libérer de l'immigration.

Le Monde en donne un exemple frappant en alléguant, sondage à l'appui, qu'une "majorité de Français juge avec sympathie le mouvement des Africains sans papiers".

Pour qui a circulé, prêté l'oreille aux propos de bistrot ou bavardé avec un voisin pendant cette affaire, le mensonge est évident. Le Café du Commerce retentissait des clameurs de rage et d'indignation que ce mouvement a suscitées.

Or, selon *Le Monde*, organe officiel de la police de la pensée, les chiffres seraient les suivants : sympathie 46 %, hostilité 36 %.

Apparemment, la majorité revient largement aux sympathisants.

Cependant un troisième chiffre tempère cette indication : la proportion de ceux qui "ne se prononcent pas" : 18 %.

C'est un taux d'absten-



du Marigot

du Monde :

«sympa» les Maliens de St Bernard

tion rarement constaté dans les sondages. En général, les "sans opinion" ne dépassent pas 10 %.

D'ailleurs, le taux des électeurs du PC, du PS et des Verts qui "ne se prononcent pas" sur cette question de la sympathie ou de l'hostilité aux occupants africains respecte le niveau normal de 9 à 10 %.

En revanche, le taux des électeurs de l'UDF qui ne se prononcent pas monte à 18 %, celui des RPR à 20 % et celui du FN à 35 %.

A qui fera-t-on croire qu'un sondé qui se déclare FN n'a pas d'opinion sur l'occupation d'une église par une horde d'Africains illégaux ?

La vérité, c'est que les "sans opinion", muselés par cet avis, matraqué à longueur de journée, que l'hostilité à l'immigration est du racisme et donc pas une opinion mais un délit, préfèrent taire leur hostilité.

Si l'on ramène le taux des "sans opinion" aux normes habituelles de 9 à 10 %, la majorité bascule et le sondage traduit bien l'hostilité du plus grand nombre des Français à l'occupation d'une église par des immigrés illégaux. Encore la question de l'immigration soulevée à propos de l'occupation d'une église par des malheureux avec femmes et enfants suscite-t-elle forcément des réponses plus nuancées que si on la pose à propos de l'occupation de la prison de Saint-Quentin Falavier où le taux de pré-

sence immigrée frise les 90 %.

Pourquoi donc ces trucages ?

Pour arracher les miséreux du Tiers-Monde à leur sort tragique ?

Ceux qui le prétendent sont des menteurs !

Il est une utopie que personne ne dénonce jamais : c'est celle du "partage des richesses".

Si la France devait partager son revenu avec l'Afrique, le niveau de vie des Français serait divisé par dix, ce qui les jetterait dans une misère totale. Celui des Africains ne serait multiplié que par cinq, ce qui ne les sortirait pas de la pauvreté puisque ce partage mettrait France et Afrique au niveau économique actuel de... l'Algérie.

Appliquée à l'ensemble des pauvres de la planète, cette "mise à égalité" diviserait le niveau de vie des Français par vingt (le Smic à deux cent cinquante francs !) et mettrait le monde au niveau du Congo, de la Namibie, du Salvador ou de l'Équateur.

D'autre part, l'antiracisme est à sens unique.

Quand Sami Nair, cité plus haut, dénonce le désir forcément raciste d'une "belle Europe blanche", il ne condamne pas la volonté des Nègres de conserver l'Afrique noire.

Quand Léopold Senghor célèbre la "négritude", tout le monde applaudit. Quand la presse métisseuse chante "Black is beautiful", personne ne s'in-

digne. Mais quand Le Pen constate que 1 500 ans d'histoire de France démontrent la supériorité de sa civilisation, les *zautorités morales* tombent du haut mal.

Quand Israël expulse des milliers de Palestiniens, les coterie immigrationnistes ne pipent pas. Schwartzberg, Krivine, Gaillot & Co. ne campent pas devant les portes blindées de l'ambassade d'Israël. Il est vrai que là-bas ce ne sont pas des immigrés que l'on chasse mais les occupants légitimes de la terre...

Quand l'Angola vide des milliers de Maliens, de Sénégalais, de Zaïrois, de Gambiens et de Mauritanien, la presse française ne dit rien.

Quand le Nigeria expulse par force et violence deux millions et demi d'immigrés ghanéens, pas une voix ne s'élève.

Mais quand la France ruinée, qui crève du chômage et vacille au bord du gouffre de la récession, prétend dissuader des nécessiteux du Tiers-Monde de venir ajouter leur misère à ses six millions de nouveaux pauvres, exige des étrangers qui viennent chez elle le respect de ses lois et, dans le cas contraire, les reconduit au pays en avion et en leur versant un pécule de vingt à trente mille francs par tête (ce que personne ne dit jamais !), on la met au ban d'infamie.

La propagande et le terrorisme intellectuel des coterie immigra-

tionnistes jouent le rôle du virus du Sida dans la destruction des défenses immunitaires du corps humain.

L'assimilation patriotisme-xénophobie-racisme-nazisme a pour objectif d'interdire toute résistance au déferlement du Tiers-Monde sur la France.

Et pas seulement sur la France.

En Belgique, au mois d'août, la presse a livré illégalement un plan secret de "défense militaire du territoire contre une menace clandestine à caractère permanent" établi par les Armées.

Le MRAX et le CECLR (le MRAP et le SOS-Racisme belges) ont dénoncé cette "stigmatisation des communautés immigrées", exigé la réunion de la commission de la défense, interpellé le ministre et réclamé des sanctions contre les auteurs de cette étude. Le ministre en charge a obtempéré sur-le-champ, ordonné que l'étude "simpliste, réductrice et choquante" soit annulée et interdit la poursuite d'un projet de réseaux de renseignement au sein des communautés immigrées.

Les islamistes peuvent maintenant agir en toute tranquillité et en toute impunité sur le territoire belge, agir n'importe où, n'importe quand en Europe.

Jamais on n'a eu une preuve aussi aveuglante que les officines soi-disant antiracistes sont les collabos de l'invasion.



PERSONNALITES

 Le scandale-Duguet méritait pourtant en lumière les protections dont bénéficiaient en France les réseaux pédophiles. Mais trop de personnalités étaient mouillées.

JAMAIS VU ? (ter)

 Duguet avait créé avec un complice, communiste lui aussi et dans le jardin duquel on retrouva des ossements d'enfants, un réseau de commercialisation de photos pédophiles. Le carnet de commande contenait des centaines de noms. Dont celui d'un certain Christian Ranucci qui devait être condamné à mort pour l'assassinat de la petite Dolorès Rambla et dont l'exécution mobilisa un lobby dirigé par l'écrivain communiste Gilles Perault.

SILENCE

 Aujourd'hui, la même attitude peut être observée. L'immonde Patrick Font, collaborateur de la radio d'Etat et ami des porcs de Charlie Hebdo est en prison pour pédophilie. Sauf erreur, on n'a pas entendu un seul commentaire de la part de ses copains « de «Rien à cirer». Ces lopettes préférèrent s'en prendre à Jean Paul II

Autres Nouvelles

Comment Di Falco a été chassé des petites lucarnes

Conséquence de l'obsession de l'Audimat, la certitude de réunir des grandes audiences excite les appétits de l'audiovisuel. En manque d'Écran, Monseigneur Di Falco avait réussi à décrocher un contrat de consultant à France 2 et France 3.

Las ! Ce retour à la télé du sémiplant «passé-porte-parole» des évêques a provoqué la colère des journalistes de la télévision d'État et les jalousies de ses frères dans l'épiscopat.

Les premiers ont souligné que, même si Di Falco s'était engagé à assumer les frais de son «assistant», la rémunération promise au prélat risquait de grever un budget déjà fragilisé par les largesses d'Elkabbach. Les autres ont fait savoir qu'ils ne goûteraient que médiocrement de voir revenir par la petite lucarne celui qu'ils avaient envoyé par la porte étroite à ses études romaines.

Et tout ce petit monde s'est trouvé d'accord pour se rappeler que, vraiment, ce Di Falco avait manqué de mesure dans l'expression de sa jubilation lors de la mort de Monseigneur Lefèbvre. Même Paul Amar, alors directeur de Info sur F3 en avait été choqué. C'est dire...

Tartufe en rit encore mais Di Falco ne sera

pas de service pour la visite papale.

C'est un journaliste qui sera chargé de veiller au respect des directives données aux cadres par les services des Voyages officiels du Vatican : ne pas filmer les mains du souverain Pontife (Elles

tremblent et la gauche porte les stigmates de l'attentat d'Ali Agça) Ne pas insister sur les difficultés que le Pape éprouve à se déplacer. Ne pas le suivre dans la montée trop pénible des marches.

Cela dit, l'entourage du Souverain Pontife paraît bien plus soucieux que lui même de protéger sa santé. Ainsi Jean Paul II a-t-il refusé que le programme de sa visite soit allégé. On peut l'en admirer. On peut aussi le regretter puisqu'à Tours, ce surcroît de fatigue a été consenti pour permettre aux professionnels de l'Agit-prop de réussir leur coup en exhibant devant le Pape des «Sans papiers de Saint Bernard» et un clochard musulman hâtivement barbouillé en «gardien bénévole de la Cathédrale».

Ainsi, les mêmes qui insultent le Pape a longueur de colonne, sot-ils parvenus à lui extorquer son soutien dans leur entreprise de collaboration à l'invasion de la France. Pas mal joué !

Pendant ce temps, au Brésil, le Cardinal

Evaristo Arns exige l'abdication du Chef de l'Eglise catholique. Ce partisan de la Théologie de la Libération est en effet atteint par la limite d'âge qui l'oblige à quitter son diocèse de Sao Paulo et il est pressé de participer au conclave qui désignera le successeur de Jean Paul II.

Espérons que le Pape tiendra cinq ans. C'est le temps pendant lequel Arns pourra continuer à voter en Conclave avant d'être, comme Casaroli, exclu de toute responsabilité pour cause de trop grand âge.

**Chaque
mercredi,
sur
Radio
Courtoisie
à 18h
Le Libre Journal
de
Serge de Beketch

à 19h30
Les fous du Roi
de
Daniel Hamiche**



Cohenneries

Par Cohen

Cette affaire des sans-papiers maliens a gâché mes vacances. Dans ma cave, là, tout seul dans le noir, j'ai ressenti comme un profond malaise au niveau de ma judaïcité. N'y aurait-il que les églises catholiques à ouvrir leurs portes à ces malheureux ? Les synagogues ne sont-elles pas jugées assez confortables pour les accueillir ? Ne disposeraient-elles pas de portes suffisamment solides pour résister aux coups de hache ? Ou bien ne serait-ce pas plutôt la manifestation sournoise d'un ostracisme suspect de la part des associations d'aide aux sans-papiers qui, systématiquement, excluent les édifices religieux juifs de ces actions humanitaires valorisantes ?

Ah, la voilà bien, la vraie question ! On voudrait jeter le discrédit sur le judaïsme, faire passer pour des sans-cœur l'ensemble des membres d'une communauté qui n'a même pas un lobby pour défendre ses intérêts, qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! Je ne peux, en revanche, que saluer la dignité des rabbins de France qui, dans cette lamentable histoire, se sont bien gardés de proposer à ces sans-papiers noirs et, de surcroît, musulmans de les mettre sous leur protection. Pour ne pas ajouter à la confusion.

Comme je me félicite que la seule voix raisonnable qui se soit élevée pour proposer une solution humaine et juste ait été celle de Jean Kahn qui préside, avec le bonheur que l'on sait, la Commission nationale consultative des droits de l'homme. C'est tellement bête qu'on se demande comment Alain Juppé, Jean-Louis Debré et leurs prédécesseurs n'y ont pas pensé eux-mêmes. Il suffit, a dit Jean Kahn au ministre de l'Intérieur, de prendre des mesures d'accompagnement social en faveur des étrangers en situation irrégulière expulsés de France. Mais, et c'est là l'astuce, dans leur pays d'origine ! Voilà une idée qu'elle

Pour plus qu'on casse les portes des églises

est nouvelle et qu'elle est bonne ! J'explique. Ces gens, les immigrés, ils viennent chez nous pourquoi ? Pour être pris en charge par notre Sécurité sociale, toucher des indemnités des ASSEDIC et autres allocations familiales. Bon, ça, tout le monde le sait depuis longtemps. Mais ils ne peuvent toucher ces sous qu'en France. Alors ils viennent et ils s'incrument (enfin, ils se sédentarisent, comme disent les sociologues). Vu ? Donc, que faut-il faire pour qu'ils retournent chez eux sans qu'on soit obligé de casser les portes des églises et de faire pleurer Emmanuelle Béart devant les caméras des télé ? Eh bien oui, il faut les payer chez eux ! Mais attention, hein ? précise Jean Kahn, il faut d'abord qu'ils viennent chez nous pour être dûment enregistrés comme étrangers en situation irrégulière. Dame, c'est qu'il ne faudrait pas que ceux qui restent au pays prétendent à ces avantages sans avoir pris au moins la peine de s'offrir un aller simple pour Paris ou Marseille. Manquerait plus que ça, qu'on donne des sous à de vrais-faux immigrés clandestins !

Bon, d'accord, le système peut encourager davantage encore les Maghrébins, Africains, Srilankais et autres Bosniaques à se précipiter chez nous. Avec le risque tout de même d'en voir un certain pourcentage préférer s'y installer définitivement.

D'accord, aussi, il coûterait plus cher à la communauté

nationale et handicaperait plus encore notre économie. Et alors ? On ne va pas chipoter pour quelques milliards, non ? Ou alors, c'est que vous n'avez rien compris à la démarche généreuse du président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. L'important, dans sa proposition, c'est que le problème des immigrés ne puisse plus donner lieu régulièrement à des psychodrames comme celui que notre pays vient de vivre. Avec pour conséquence fâcheuse de montrer aux Français la véritable ampleur de l'immigration, de ses enjeux politiques et de l'incapacité de nos gouvernants de résoudre le problème. Et pour Jean Kahn, là réside le véritable danger : tout cela ne peut qu'apporter de l'eau au moulin de Jean-Marie Le Pen et faire tomber de nouveaux électeurs dans les bras du Front national.

C'est que ça le travaille, ça, le Jean Kahn ! Au point que je me demande parfois s'il ne ferait pas partie du lobby-quin'existe-pas. Quoi qu'il en soit, il a démarré au quart de tour après que Le Pen eut déclaré à la Grande-Motte qu'il croyait à l'inégalité des races. "Profondément choqué", il s'est également dit "bouleversé d'imaginer que l'on puisse aujourd'hui encore prôner l'inégalité des races".

Je dois confesser que, profondément choqué, je l'ai été moi aussi, cet été, par tous nos journalistes et commentateurs qui ne trouvaient pas de mots assez forts pour s'extasier devant les exploits sportifs des athlètes noirs aux Jeux Olympiques d'Atlanta et se gausser des moindres performances physiques de leurs adversaires blancs. Mon Dieu, j'étais loin d'imaginer qu'il y avait autant de gens dans la presse française tenant pour évidente l'inégalité des races et, comble de l'ignominie, insinuer que l'une est supérieure à l'autre ! Je ne puis croire que ces racistes aient échappé à la vigilance de Jean Kahn.



DÉJÀ VU

 Panique en Belgique devant la perspective de voir des personnalités de très haut niveau tomber dans l'affaire Dutroux. Le lobby affolé appelle à boucler l'enquête au plus vite, quitte à fermer les yeux. Motif avancé par le *Journal de l'Escaut* : des arrestations feraient le jeu de l'extrême droite. Dans ces conditions, évidemment, mieux vaut laisser courir les violeurs d'enfants...

BOYCOTT

 Encore que les faits ne soient pas récents, on n'aura garde de les oublier : la Maison des Vins du Languedoc a refusé in extremis de recevoir les membres de l'Université d'été du Front national de La Grande Motte à qui une salle avait pourtant été louée en bonne et due forme.

Ce boycott a été ordonné par le collectif des viticulteurs languedociens

EXCLUSION

 Ce collectif réunit le syndicat de l'appellation contrôlée du Languedoc, l'interprofessionnelle des vins du Languedoc, la fédération des caves du Languedoc. La quasi-totalité de la profession. Personne n'osé résister à l'ordre d'exclusion.

Autres Nouvelles

Mais que fait la Licra ?

A propos de l'escroc Biderman. *Le Figaro* du 2 septembre 1996 : "le magistrat attend beaucoup des déclarations de l'avocat parisien Claude Richard. Ce dernier, au courant de plusieurs opérations immobilières conduites par le groupe pétrolier Elf, s'était réfugié en Israël dont il possédait la nationalité depuis 1992".

A propos de l'escroc Croze-Marie, docteur honoris causa de l'Université de Jérusalem. *Le Nouvel Observateur* du 14 août 1996 : "Un homme aurait pu éclairer la lanterne (du juge chargé de l'énigmatique escroquerie de l'ARC), Ronald Lifschutz, directeur financier d'Internatio-

nal Développement. Début juin, la brigade financière s'est présentée à l'aube dans son immeuble, un HLM de la Ville de Paris. Pas de chance, le prévoyant locataire s'était envolé pour Israël depuis une bonne quinzaine".

A propos de l'escroc Mouillot. *Libération* du 13 août 1996 :

"Mouillot (...) a noué des liens privilégiés avec le clan Gaon (famille de juifs égyptiens... possédant notamment plusieurs hôtels Noga -anagramme de Gaon -dans le monde) et notamment avec le gendre, Joël Herzog, fils de l'ancien président de la République d'Israël, placé à la tête du casino cannois. Tout comme son ami Léotard, devenu ministre de la Défense, Mouillot

effectue alors de fréquents déplacements à Jérusalem ou à Tel Aviv où il est décoré des plus hautes distinctions du pays. Au mois d'octobre 1995, après avoir essuyé deux refus, le casino Cannes Riviera, situé dans les sous-sols du Noga, décroche enfin une centaine de machines à sous... A côté... va soudain poindre un nouveau larron auquel Michel Mouillot fait les yeux doux : c'est Isidore Partouche... l'empereur des casinos... né à Tiaret en Algérie dans une famille de petits épiciers".

Voilà le genre d'horreurs qu'on pouvait lire cet été dans la presse.

Je pose la question : que fout la LICRA ?



Traditions

Michel de l'Hyerres

Un catholique parle

Francis Hamilton est lieutenant-colonel d'infanterie en retraite depuis 1980 et chacun peut le remarquer dans nos milieux traditionnels, à l'occasion de messes, manifestations, pèlerinages, colloques, cercles d'études, par sa haute taille, sa santé florissante, son humour et son exquise courtoisie.

Je l'ai rencontré, il y a quelques années, à l'étape de Rambouillet du pèlerinage Chartres-Paris de la Fraternité Saint-Pie X, ce qui m'a permis d'apprécier la singularité de son heureux caractère : le colonel Hamilton s'offrant le luxe, et à pied s'il vous plaît, de participer successivement aux deux pèlerinages, celui qui va de Chartres à Paris et l'autre qui rallie Paris à Chartres, performance physique qui peut paraître à première vue assez ardue...

L'ayant retrouvé cette année, ce dernier 15 août, à Reims lors de l'Université d'été de Renaissance catholique, l'idée m'est venue de l'interroger plus avant, espérant faire profiter nos lecteurs de cette étonnante personnalité.

Le Libre Journal : Comment vivez-vous la crise actuelle de l'Église ?

Francis Hamilton : Avec sérénité. Je dois immédiatement vous dire que Mgr Lefebvre est un saint, un héros et un martyr et que nous lui devons beaucoup, ainsi d'ailleurs qu'à Mgr Ducaud-Bourget.

Si j'assiste à la messe traditionnelle là où il s'en trouve, je participe par nécessité aux messes progressistes en les subissant comme une épreuve mais sans communier. Il m'arrive également de réciter le chapelet selon le mode traditionnel, en même temps et avec les conciliaires.

Le Libre Journal : Comment êtes-vous venu à la Tradition ?

Francis Hamilton : J'ai connu le baptême dans mon

enfance, suivi plus tard de ma première communion en 1943. Puis, soumis à diverses influences, j'ai fini par perdre la foi, devenant un athée non agressif, plutôt porté à la rigolade, ceci pendant quarante ans. C'est l'influence tenace d'une parente catholique qui m'a lentement ramené à Dieu, sans succès en milieu conciliaire mais favorablement lors d'un premier pèlerinage traditionnel qu'elle m'avait conseillé ensuite en 1984. Mais c'est en 1986 que je fus entièrement reconverti. Je reçus aussi l'enseignement traditionnel de M. l'abbé Porta de Notre-Dame-des-Armées à Versailles, lequel nous conseillait d'aller, faute de mieux, à la messe conciliaire : c'est ainsi que je considère cette messe comme un sacrifice, une mortification où je prie intensément pour le retour de tous à la sainte Tradition.

Le Libre Journal : Connaissez-vous d'autres conciliaires ?

Francis Hamilton : Lors d'un pèlerinage individuel à Chartres en octobre 1991, je fis fortuitement connaissance, à la ferme d'Aigrefoin, près de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, de Mgr Desmazières, ancien évêque de Beauvais devenu en ce lieu aumônier de la communauté de l'Arche : je me présentai à lui tout de go comme "intégriste". Cette sortie lui plut si peu qu'il me répondit du tac au tac avoir été précurseur et instigateur du concile Vatican II. Les choses s'arrangèrent devant une tasse de café avec des gâteaux qu'il m'offrit et ce fut

la naissance d'une vive affection mutuelle qui n'a pas cessé. J'ai ainsi comme ami un prélat que je considère comme un saint (il le porte sur son visage), qui défend Mgr Gaillot et s'est distingué en malmenant en son temps M. l'abbé Coache, alors curé de Montjavoult dans le diocèse de Beauvais. Mgr Desmazières, que je vois toujours, est âgé maintenant de plus de quatre-vingt-dix ans et vit en maison de retraite à Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

Le Libre Journal : Avez-vous d'autres relations dans le milieu traditionnel ?

Francis Hamilton : Je fréquente l'"Institut du Christ Roi Souverain Prêtre" de Mgr Wach en Italie, près de Florence, où je me suis déjà rendu trois fois en 1995 et 1996. Ce séminaire français est très rigoureux et discipliné et ses prêtres portent la barrette. Les visiteurs y sont reçus avec la plus grande gentillesse.

Le Libre Journal : Comment voyez-vous la venue de SS Jean-Paul II en France le 19 septembre ?

Francis Hamilton : Je suis, vis-à-vis de lui, un peu réticent : liturgie moderniste, "filles de cœur", ouverture aux autres religions (Assise). Je n'accepte pas cela. Cependant, parce qu'il est actuellement attaqué, je voudrais qu'il s'aperçoive que les traditionalistes sont les plus fermes soutiens de l'Église et de la foi et c'est pourquoi je souhaite qu'ils s'unissent en cette occasion pour le défendre.

Le Libre Journal : Quel est, votre vœu le plus cher ?

Francis Hamilton : Que chaque traditionaliste établisse à titre personnel des passerelles qui se transformeront plus tard en ponts entre les communautés catholiques car les conciliaires qui se sont fourvoyés ne peuvent que revenir à la Tradition.



LA LISTE

 Rappelons donc que du Languedoc proviennent les vins du pays d'Oc, des côteaoux du Languedoc, de la Côte vermeille, des côtes catalanes et des côtes du Roussillon, la clairette, la blanquette et le picpoul, le Collioure et le Frontignan, les Faugères, le Saint-Chinian, les Minervois et les Corbières, le Fitou, le muscat de Rivesaltes, le Maury, les Banyuls.

PROTESTATIONS

 La Maison des Vins du Languedoc a reçu de nombreuses lettres (Mas de Saporta, 34970 Lattès). Les correspondants sont résolus à faire subir aux vins du Languedoc le traitement que les viticulteurs ont fait subir à Le Pen.

LA LOI !

 Scène de rue à Barbès, vendredi 6 septembre, 13 h. Des Arabes tiennent Bonne-teau, Des Nègres jouent des billets de deux cents francs.

Patrouille de police. Personne ne bouge. Les policiers sortent de la voiture et, ignorant les truands d'importation et leur clientèle exotique, commencent à verbaliser les automobilistes mal garés...

Autres Nouvelles

Le Monde, organe de la pensée "autonome"

Les comptes du *Monde* qui viennent d'être rendus publics et une opération de publicité par postage qui vient de commencer permettent de se faire une idée de la situation financière réelle de ce parangon de la Grosse Presse.

Le Monde annonce, pour l'exercice 1995, un résultat net de "moins 66,9 millions" pour un chiffre d'affaires de 1,147 milliard. C'est-à-dire que les pertes atteignent 6 % du chiffre d'affaires.

Rien d'inquiétant en apparence, même si cette perte s'ajoute à celles des années précédentes.

Aussi bien n'est-ce pas le nœud de l'affaire.

Dans son tract publicitaire posté à un million d'exemplaires (une véritable opération de la dernière chance qui a coûté près de dix millions de francs), *Le Monde* revendique cent dix mille abonnés.

Il ajoute d'ailleurs qu'il a conquis en un an un peu plus de cent soixante mille lecteurs, ce qui pourrait faire croire à un Bétotien qu'il avait, en 1994, moins cinquante mille clients.

En fait, bien entendu, la confusion est savamment entretenue entre lecteur, acheteur au numéro, abonné payant, abonné gratuit, si bien que personne n'y comprend rien.

On ajoutera un bref commentaire : en France, les "institutionnels" (communes, bibliothèques municipales, administrations,

préfectures, ministères, ambassades et autres organismes officiels) sont obligatoirement abonnés au *Monde*. Leur nombre ne doit pas être très éloigné de la centaine de milliers. Il est donc probable que *Le Monde* ne compte qu'un nombre infime d'abonnés individuels. Ce qui veut dire que c'est le capitalisme libéral qui assure la survie de ce dinosaure de la presse trotskyste.

Pour en revenir aux comptes d'arrière-boutique, avec cent dix mille abonnés, *Le Monde* perd 66,9 millions, soit à peu près 600 F par abonné. Ou encore, si l'on préfère, 2,15 F par exemplaire livré à domicile au coût unitaire de 4,85 F.

Bah ! dira-t-on, ce n'est pas bien grave puisque la vente en kiosque doit rattraper tout ça.

Au contraire : la vente au numéro rapporte encore moins que les abonnements : 3,50 F par exemplaire, contre 4,85 F. Dans ce cas, chaque numéro vendu représente donc une perte de 3,50 F.

En clair, *Le Monde* qui est vendu 7 F est donc vendu à perte, aussi bien en kiosque que par abonnement, ce qui est contraire à la loi française et rend évidemment impossible tout redressement financier. La meilleure preuve est que si le chiffre d'affaires augmente de 1,3 %, les pertes, elles, s'accroissent de 6 %.

En clair, *Le Monde* perd deux cent mille francs par jour et semble

condamné à continuer indéfiniment.

La question est : qui apporte de l'eau à ce tonneau d'Adélaïde, comme dirait sans doute Cheuheu ?

Ou si l'on préfère : qui paie ?

Quelle que soit la réponse, elle se résume de la façon suivante : *Le Monde* n'appartient ni à ceux qui l'écrivent, ni à ceux qui le lisent, et son pompeux comité de rédaction n'y peut rien. Comme dit le proverbe : c'est celui qui paie les violons qui choisit la musique.

Il en va ainsi de la totalité de la grosse presse en France.

Et cela permet de rigoler franchement quand on lit, en post-scriptum de la lettre du directeur commercial à ses futurs abonnés, l'ahurissante promesse qui suit : "Vous avez de grands enfants ? ...la lecture du *Monde* (est) pour eux une bonne façon de se forger une pensée autonome...". L'amusant est de jeter un coup d'œil dans le *Littré* :

A "autonome", on lit : "qui jouit de l'autonomie", et à "autonomie", on trouve cette définition : "droit que les Romains avaient laissé à certaines villes grecques de se gouverner par leurs propres lois".

Être autonome, c'est donc disposer d'une certaine indépendance dans les limites fixées par l'occupant.

Eh bien, pour une fois que *Le Monde* dit la vérité, ça méritait d'être souligné.



Histoire à l'endroit

par Bernard Lugan

Une question m'est souvent posée : "Êtes-vous optimiste ou pessimiste au sujet de l'Afrique du Sud ou de la Bosnie ?"

Je suis désolé de le dire aussi clairement, mais cette question n'a pas de sens car, par rapport à quoi ou à qui peut-on être "optimiste" ou "pessimiste" ? En Afrique du Sud, comme dans les Balkans ou ailleurs, il existe en effet des lois politiques. Leur non respect entraîne des catastrophes. De leur observation ou de leur étude découle une analyse qui ne peut être ni "optimiste", ni "pessimiste" mais qui se borne, souvent contre nos sentiments, à la prise en compte d'une réalité. Charles Maurras nous a appris à ne partir que du réel et la méthode qui était la sienne, "l'empirisme organisateur", est à l'opposé du romantisme ou des spasmes émotionnels qui servent trop souvent de ligne politique à certains de nos amis qui, oubliant les leçons politiques du Maître de Martigues, n'ont en définitive retenu de lui que sa "prière de la fin". Car, enfin, l'analyse des situations sud-africaine et balkanique présente de nombreux points communs. En Afrique du Sud, les libéraux, qui voient tout à travers la lorgnette de l'économie, peuvent en partie être "optimistes" puisque la machine sud-africaine continue à tourner au milieu du naufrage social et culturel. L'attitude des anciens marxisto-socialo-tiers-mondistes n'est guère différente de celle des libéraux puisque, à la suite de la trahison de l'équipe De Klerk, c'est leur idéologie qui l'a emporté, avec son utopique credo égalitaire. Pour combien de temps ? Une analyse réaliste de la situation sud-africaine conduit en revanche à des conclusions bien différentes.

Partir du réel et non de l'imaginaire

Un fait est en effet "incontournable" : l'Afrique du Sud n'existe pas plus aujourd'hui qu'hier ! Hier, les Afrikaners en assuraient l'artificielle cohésion à l'intérieur de frontières héritées des colonisateurs britanniques. Aujourd'hui, ils ont été remplacés dans le rôle de fédérateurs par l'ANC, c'est-à-dire par les Xhosa, l'un des trois grands peuples noirs du pays. Paralysés par le soutien international à l'ANC et par la "stature" de Nelson Mandela, les autres peuples rivaux des Xhosa font, pour le moment, à l'exception des Zoulous, le gros dos. Mais ils n'attendent qu'un affaiblissement du pouvoir central pour relancer leurs revendications confédéralistes, pour ne pas dire partitionnistes. Or, la nouvelle constitution prévoit le droit à la sécession sous une certaine forme et selon certaines modalités qu'il serait fastidieux d'exposer ici. La question se posera donc inéluctablement un jour, car l'accession de Nelson Mandela au pouvoir n'a pas, par un coup de baguette magique, gommé les revendications nationales des principaux peuples.

Si cette réalité de l'Afrique du Sud conditionne l'avenir de la région - et bien avant toutes les considérations économiques -, il est en revanche impossible de dire quand elle

sera à nouveau mise au centre des débats.

Il en est de même avec l'inexistante Bosnie. Depuis le début de la guerre, j'ai écrit - ce qui a entraîné mon "excommunication majeure" - que ni les Serbes, ni les Croates n'accepteraient de vivre dans un Etat musulman et que, tôt ou tard, et sous une forme ou sous une autre, la partie croate de la Bosnie serait rattachée à la Croatie - ce qui est fait puisque les députés de la zone croate de la Bosnie siègent au parlement de Zagreb - et que la partie serbe de la même Bosnie deviendrait un appendice de la Serbie ; cet Anschluss-là n'est pas encore réalisé. De plus, dès que les Américains ne s'intéresseront plus d'aussi près à la région, ce qui pourra prendre du temps, il est évident que ni la "Grande Croatie", ni la "Grande Serbie" constituées sur les décombres de l'ex-Yougoslavie ne pourront tolérer l'existence d'un Etat musulman, même croupion. Mais, plus encore, et comme les accords "secrets" conclus entre les présidents Tudjmann de Croatie et Milocevic de Serbie le laissent entrevoir, Zagreb et Belgrade se partageront dès que possible, et sous une forme ou sous une autre, la partie musulmane de l'ancienne Bosnie. Et cela pour deux raisons :

1 - parce que, entre les peuples européens, l'histoire nous a appris qu'il n'existait pas d'ennemi éternel ;

2 - parce que les Croates et les Serbes, qui ont peu ou prou réalisé leurs buts de guerre, ont désormais un intérêt commun en Bosnie qui est la disparition de l'Etat musulman bosniaque qui ne doit d'exister encore qu'à ses puissants protecteurs américains et à leurs porteurs de valises européens.



**GUERRES
SECRETES de
PAUL BARRIL**

Le Figaro,
30 août 1996

SUR SOT

« La simple chute d'une chaise fait sursauter gardes républicains et secrétaires. »

INFIME

« Son instinct de chasseur lui avait permis de capter certains signes infimes. L'hallali, c'était eux. »

FIDELE GIBIER

« Il était devenu le gibier, le fidèle à sacrifier, le gêneur à immoler sur l'autel du "cabinet noir" de l'Élysée. »

BATON DISTILLATEUR

« J'ai tout de suite perçu que "l'avocat du diable" avait saisi, une fois de plus, son bâton de pèlerin, pour aller distiller le venin du mensonge dans les veines des officines de presse. »

LUCIDE

« Ses 76 ans lucides lui permettaient de jouir de toutes ses facultés intellectuelles. »

CLAIR

« Tout est clair. C'est bien un meurtre. Ils ont trop peur. Ils l'ont signé. »

OFFICIEL

« Pour servir la France, pour sauver des otages, ou pour exécuter une mission officielle secrète. »

par *Séraphin Grigneux, homme de lettres*

Le 30 août 1996

N'ayant point pensé à emporter mon journal en vacances, je me suis trouvé d'office dispensé de le tenir. Cela m'a permis de consacrer un peu de temps à la bête contemplation du petit écran. Un petit écran si pauvre que j'ai dû me résigner à regarder les Jeux Olympiques d'Atlanta. Et je m'en réjouis, car cela m'a fort heureusement permis de faire de fines observations d'où me sont venues de profondes réflexions que j'ai notées sur des bouts de papier pour l'édification des générations futures.

Première observation. Le sport télévisé est particulièrement reposant. La position de mol abandon au long sofa douillet, avec une boisson roborative au bout d'une paille qui dispense de lever la main, procure une suave jouissance lorsque, les yeux clos, on entend ahaner les joueurs qui se démènent ou lorsque, une lourde paupière légèrement soulevée, le regard tombe sur les grimaces de faciès crispés dans l'effort sous la sueur qui ruisselle. Ma réflexion : c'est peut-être pour cela qu'il y a tant de sportifs en chambre et si peu dans les stades. Deuxième observation. Les jeunes personnes qui ont exécuté, à l'ouverture des jeux, de charmants

entrechats et d'autres figures gracieuses, étaient dotées d'avantages qui excèdent largement les canons de la beauté européenne. Avec leurs confortables assises, deux d'entre elles comble- raient un canapé où cinq Somaliennes se trouveraient à l'aise. Tout le temps des jeux, je n'ai vu chez les Américains que joues en montgolfières, cascades de mentons, bedaines et arrière-plans mal contenus dans d'amples sacs de tex-

**P.C.C.
Daniel
Raffard
de
Brienne**

tiles à fleurs. Cela m'a inspiré une réflexion que je regrette de ne pouvoir soumettre à feu Darwin. La voici : "L'homo americanus" ne constituerait-il pas un chaînon évolutif entre le singe et l'hippopotame ?

Troisième observation. Le défunt ci-devant Coubertin, dont de confortables revenus encourageaient le noble désintéressement, affirmait que "l'essentiel est de participer". Or, à voir les mines déçues, les pleurs ou les mouvements de colère des athlètes battus, j'en suis venu à me demander s'ils n'attachent pas trop d'im-

portance à l'accessoire. Réflexion : les sportifs seraient-ils futiles ?

Quatrième observation. Le grand vainqueur des jeux, c'est Coca-Cola. Ravissantes contorsions des fringantes gymnastes, mâles empoignades des joueurs de ballon, tout s'est déroulé sur un fond de Coca-Cola. A croire que l'emblème olympique, c'est cinq capsules entrelacées. Moyennant quoi, Monsieur Coca-Cola réussit à faire croire au monde entier que son liquide de couleur stercoraire est une boisson ! Réflexion : Monsieur Javel devrait en prendre de la graine, lui qui ne parvient à nous faire boire son eau que diluée dans celle du robinet.

Dernière observation. Mademoiselle Pérec, pour avoir gentiment tricoté de ses membres inférieurs, s'est vu remettre deux médailles en métal doré. Aussitôt notre Chirac, qui ne rate jamais l'occasion d'une flagornerie démagogique, s'est empressé de lui télégraphier qu'il avait fait un rêve et que ce rêve, elle l'avait réalisé. Réflexion destinée aux électeurs nigauds qui s'imaginent qu'un président de la République rêve de mener le pays dans les voies de l'honneur et de la prospérité : erreur, le président rêve aux longues jambes fuselées de jolies gazelles noires.



Autres Nouvelles

LA CHASSE AUX NATIONALISTES A ÉTÉ OUVERTE A LA COUPOLE

Une offensive massive contre la presse nationale va être déclenchée ..

La décision a été signifiée par un jeune avocat très médiatique tenant commerce de mémoire devant quelques larbins de presse le 17 août au premier étage de La Coupole, ont reçu avis de se tenir prêts pour les relais habituels.

Côté institutionnel, le signal du départ sera une relance de la variation sur un thème connu. Avec un déplacement de Raoult, ministre des Beurs, à Rilleux-La Pape où furent exécutés les sept otages juifs que Touvier ne parvint pas à sauver du peloton d'exécution réuni par l'occupant pour venger l'assassinat de Philippe Henriot, secrétaire d'État à la propagande de Vichy.

Cette cérémonie sans justification chronologique (l'exécution est de juin 44) donnera le départ à une grande campagne sur le thème "derrière les amis de Touvier, une résurgence du nazisme en France". Les journaux de la Coterie dénonceront donc tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont protesté contre le lynchage de l'ancien employé de la Milice lyonnaise. Avocats, journaux, journalistes, hommes politiques seront mis sur la sellette.

Autre projet : une campagne violente contre Radio Courtoisie, le serveur du Front national sur Internet, *Présent* et le *Libre Journal*.

L'opération contre Radio Courtoisie vise à sa disparition.

Les stratèges de La Coupole ont regretté de ne pouvoir recourir à la méthode utilisée pour liquider *Ici & Maintenant* grâce à des provocateurs qui lançaient en direct à l'antenne des messages antijuifs puisque Radio Courtoisie n'ouvre pas son antenne à n'importe qui.

Ces menées ne s'inscrivent pas seulement dans le combat poli-

tique. La disparition des ultimes radios associatives ferait bien l'affaire des radios-fric qui, pour s'emparer des fréquences "libérées" sont prêtes à récompenser quiconque obtiendra ces résultats.

Des "actions" contre les librairies de la droite nationale sont prévues. La Librairie de l'Encre a été citée. On a en mémoire l'attaque sauvage contre la Librairie roumaine après sa dénonciation dans *Le Monde diplomatique* de juin qui lui reprocha de vendre le livre de Garaudy.

Autre cible : le maire de Montfermeil, Pierre Bernard, parce qu'il était présent aux obsèques de Touvier à Saint-Nicolas-du Chardonnet. Selon l'avocat animateur de la réunion, Raoult le tient pour "indéboulonnable car jouissant d'une forte assise populaire".

Là encore, on mesurera le sérieux des dossiers de cette petite bande pourtant omniprésente dans les médias à ce détail qui ne s'invente pas : l'un des journalistes présents, celui qui est chargé de répercuter les attaques dans *L'Événement du jeudi*, était persuadé que Pierre Bernard, député suppléant de Raoult, est ministre !

Le jeune avocat a assuré que Raoult, "qui mange dans la main de mon père", s'était cependant engagé à se débarrasser de Pierre Bernard dès que possible et à tout faire pour qu'il n'obtienne pas l'investiture du RPR en 1998.

Autre cible désignée : Christine Boutin, qualifiée d'agent d'extrême droite au sein du CDS (!!!).

Enfin, les associations de sauveteurs ont été également désignées comme cibles prioritaires.

Cela dit, il faut prendre ces rodomontades et ces moulinets de sabre avec sérénité. D'abord, parce que les "chefs

du complot" sont connus et que, dans le cas de violences, les preuves seront fournies à la justice qu'elles sont le fruit d'une action concertée et préméditée.

Ensuite, parce que ces jeunes gens qui jouent à "l'Orchestre rouge" sont de bien mauvais clandestins : ils se réunissent dans des lieux hantés par les sectateurs de la bête immonde, ils parlent trop fort et, surtout, ils disent n'importe quoi. L'un d'eux, par exemple, un journaliste qui se réclame de Ras l'Front et du Réseau Voltaire, s'est vanté d'avoir fait mettre sur écoute *Présent*, *Rivarol* et *Le Crapouillot* et d'en détenir les fichiers à partir desquels il s'est engagé à fournir des renseignements biographiques complets, avec adresses, numéros de téléphone, etc.

La chose pourra être drôle. Les fichiers en question, fournis par un escroc qui a longuement écumé le lectorat de la droite nationale avant de s'évaporer avec le fruit de ses larbins, sont vieux d'au moins dix ans, c'est-à-dire totalement obsolètes.

L'un des grands moments de cette réunion aussi publique que clandestine a été celui des "propos informels".

Le jeune avocat a infligé à ses camarades médusés un *topo* sur le thème "Si Hitler avait gagné, il n'y aurait pas eu ni de problème yougoslave, ni de problème rwandais", concluant que Mitterrand avait joué un ultime mauvais tour à ses amis en donnant son feu vert aux commémorations du Baptême de Clovis qui "ont fait un mal terrible en entraînant un retour au religieux catholique".

Sur quoi, l'orateur a conclu qu'il était temps de "passer à la vitesse supérieure pour l'avènement d'un gouvernement mondial".

Brrrr !

Henri de Fersan



par
Pierre Monnier

Affaire "Carpentras" : voilà qu'on nous ressort les Skinheads. Moi, je trouve qu'ils ont beaucoup servi. Ils sont un peu usés. A croire que la règle est, chez nos dirigeants, de "faire du neuf avec du vieux".

Je prends le cas de certains personnages médiatiques importants. Ils savent que Le Pen et le Front national n'ont pas la moindre responsabilité dans une abjecte affaire de profanation de cimetière. Ils disent quand même qu'il y a un rapport au moins idéologique entre le crime et le Front. C'est-à-dire : "Nous savons qu'il n'y a rien, mais nous sommes chargés de calomnier, alors, nous calomnions"... Là-dessus, j'arrive et je leur dis : "Vous, calomniateurs des médias, vous êtes des menteurs, des dégueulasses, des empafés, des sales cons, des merdes !..." Est-ce que je tombe sous le coup de la loi ?...

Justement !... A ce propos, je trouve dans *France-Soir* du 2 août 1996, au bas de la première colonne de la Une : "Entre le "Durafour crématoire" et la violation d'une sépulture juive, il n'y a qu'une différence de forme"... Et celui-là signe "Bernard Morrot"... Comme si ce "crématoire" ne relevait pas de l'esthétique du : "Comment vas-tu-yau d'poêle ?... Et toi ? Durafour-berie de Scapin ?"...

Albanie : la prochaine victime du Nouvel Ordre mondial ?

Libérée du communisme, l'Albanie, revenue à la démocratie, est dans le collimateur du Nouvel Ordre mondial pour crime de "mémoire".

Il y a des signes extérieurs qui ne trompent pas. Ainsi, les fonctionnaires mondialistes chargés de la rédaction des circulaires de pensée officielle que sont *Le Monde* et *Libération* ont lancé une grande campagne de presse contre l'Albanie nouvelle. Son crime : traiter la racaille stalinienne comme elle le mérite.

Le Nouvel Ordre mondial ne tolère le devoir de mémoire que kasher et les martyrs du communisme n'ont que le droit de se taire. Or, pour les Albanais, depuis 1991 le mot d'ordre est "Plus jamais ça !" La débolchevisation est à l'ordre du jour avec une implacabilité proportionnelle aux crimes terrifiants perpétrés par le régime communiste pendant un demi-siècle.

Seul pays de l'ancien bloc de l'Est à avoir ouvert le procès des anciens dignitaires, l'Albanie a donc fait comparaître ses bourreaux devant un tribunal parfaitement régulier.

Lequel a non moins régulièrement condamné à mort l'ancien ministre de l'Intérieur Zylyftar Ramiz et les dignitaires communistes Aranat Cela et Rrapì Mino reconnus coupables d'innombrables délits allant de l'assassinat au détournement de fonds

publics, en passant par l'arrestation arbitraire, la séquestration, le chantage, etc.

Le même tribunal a infligé la réclusion à perpétuité à Foto Cami, idéologue dément d'Enver Hodja, à Prokop Mura, le ministre de la Défense, à Muho Asllani, chef de la mafia communiste de Tirana, ainsi qu'à ses complices Manush Muftiu et Haxhi Lleshi. Zef Loka, le chef de la Segurini, la Gestapo albanaise dont les exploits laissent loin derrière les crimes de son modèle germanique, a écopé de vingt ans. Son bras droit, Dilaver Bengasi, chef de la police de Tirana, de dix-huit ans et Gaço Nesho, premier secrétaire du Parti, de seize ans...

Le peuple albanais a approuvé massivement, en mémoire des quatre cent mille Albanais enterrés vivants, déportés, torturés, assassinés, par les communistes, et a réélu les nationalistes avec 70 % des voix. C'est ce que les flics de la pensée et les miliciens du NOM ont osé appeler une "dérive autoritaire" ! Forts de ce soutien médiatique, les anciens communistes, hâtivement rebaptisés socialistes, ont tenté de prendre le contrôle de la nouvelle Sécurité d'Etat, le Shik.

Ayant échoué, ils ont été massivement embauchés par la Mafia et ont aussitôt entrepris de saboter le scrutin dans plusieurs circonscriptions. Ce qui a per-

mis à leurs relais médiatiques de faire état d'un prétendu "succès des communistes aux élections locales" (23 maires gagnés).

En somme, les larbins de l'Ordre mondial ont entrepris de faire avaler aux Français que l'Albanie serait devenue une dictature après avoir été une république démocratique et populaire.

L'objectif étant de mettre sur le même pied le régime présidentiel du docteur Sali Berisha et l'abomination qui l'a précédé.

En fait, Berisha a commis trois erreurs aux yeux du NOM :

- condamner des adversaires pour "génocide, meurtres, déportations massives et crimes contre l'humanité", expressions protégées par un copyright rigoureux ;

- interdire, dans la même loi, les partis communiste et fasciste ;

- et infliger aux nationaux bolchevistes de Enver Hodja le traitement que les démocrates réservent habituellement aux anciens nationaux-socialistes.

Il ne faudra donc pas s'étonner, dans les mois à venir, de voir se multiplier les articles et dossiers visant à mettre l'Albanie au ban des nations et Berisha poussé sur la touche.

Voire sous la terre, comme le furent tant de patriotes avant lui, de la Lituanie à la Biélorussie, de la Géorgie à la Pologne...

Henri de FERSAN



Bonnes questions

La deuxième leçon d'Ignarus

Le soir enrobait d'ombre le bureau cossu d'Onésime Barbemol quand Ignarus y pénétra. Il venait consulter le maître sur un sujet d'actualité : la campagne de « débaptisation ».

Nous ne ferons pas au lecteur l'affront de lui présenter Barbemol, cette haute conscience démocratique, habitué des plateaux de télévision, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc. ! Il interrogea l'étudiant :

– Es-tu baptisé, Ignarus ?

– Euh... oui, je crois.

– Depuis quand ?

– Je ne m'en souviens pas, Maître, je n'étais qu'un bébé.

– Et voilà ! Tu ne t'en souviens même pas ! Tu n'étais donc pas consentant ?

– Eh bien... c'est vrai. Je n'y avais jamais pensé..., mes parents ne m'ont rien demandé.

Barbemol bourrait sa pipe, savourant l'instant présent. Il se fait insidieux :

– Tu trouves ça normal, toi, que l'on t'impose un choix religieux sans te consulter ? Que l'on force ta conscience ?

– Mais... ce sont mes parents...

Barbemol vint à son secours :

– Note bien que je ne critique pas tes parents. Ils ont peut-être cru bien faire, comme beaucoup de gens simples, prisonniers d'ha-

bitudes ancestrales. Mais enfin, tout de même, nous ne sommes plus au Moyen Âge ! A quoi ont servi la Révolution et la Déclaration des droits de l'homme ?

Il pointait sa pipe vers le mur où s'affichait une grosse République en bonnet phrygien qui semblait attendre le client. Ignarus ne savait que répondre.

Barbemol gratta une allumette qui sentit le soufre. La flamme fugitive éclaira ses traits d'une lueur étrange. Puis, il devint amical :

– Tu n'es pas un garçon à te laisser mener ainsi. Tu n'as pas à obéir, fais-toi respecter ; libère-toi de ces vieux tabous... Tiens, à ta place, voici ce que je ferais.

Instantanément, Ignarus eut entre les mains une feuille dactylographiée. Il parcourut le texte : « Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter sur le registre des baptêmes, en regard de mon nom, la mention suivante : "A renié son baptême par lettre datée du..." ».

Barbemol :

– Il te suffit de recopier cette lettre type, de la signer et de l'envoyer au curé de l'église où l'on t'a baptisé.

– C'est tout ?

– C'est tout. Tu vois, ce n'est pas grand-chose, presque rien...

Ignarus s'accorda un ins-

tant de réflexion puis se leva :

– J'ai compris, Maître, je crois que je vais faire ça. J'écrirai aussi à la mairie.

– A la mairie ? Pourquoi ?

– Pour me faire rayer de l'État civil, pardi. On m'a inscrit sans mon autorisation. Et puis je vais faire un procès à mes parents, qui m'ont inculqué la langue française sans me demander mon avis. De quel droit ? Je pouvais préférer l'anglais, le finnois ou le swahili !

Barbemol, stupéfait :

– Mais ça n'est pas la même chose !

– Pourquoi ?

– Si tes parents ne t'avaient pas appris ta langue maternelle, comment aurais-tu choisi une langue ? On ne peut choisir ce dont on ne sait rien !

– Donc, le libre choix implique une connaissance préalable ?

– Exactement.

– Alors, mes parents ont eu raison de me baptiser, et de me donner une éducation religieuse. Ceci me permet aujourd'hui de faire mes choix en connaissance de cause !

Décidément, ce gamin était indécrottable. Rien à en tirer ! Barbemol le congédia :

– Fous le camp ! Tu n'es qu'un petit raisonneur ! Insolent ! Forte tête ! (Ignarus était déjà dans l'escalier) **Libre penseur !**

B. BATISSE



Terrorisme US : c'est à

La folie d'Atlanta confirme ce que nous écrivons dans le *Libre Journal* depuis près d'un an.

Dès l'explosion d'une petite charge dans une poubelle proche du village olympique, les milliers de journalistes-panurges, entassés dans cette formidable caisse de résonance, répercutaient le mot d'ordre auquel nous nous attendions en désignant la mythique extrême droite comme responsable d'une action dont le monde ignorait tout. Y compris le nombre des victimes (sur les radios, les estimations allaient de "plusieurs centaines" à cinq ; la réalité se bornant à deux, dont un journaliste mort d'une crise cardiaque alors qu'il sprintait vers le lieu de l'explosion).

Aussitôt, les agences diffusaient l'information selon laquelle, trois mois avant le début des JO, un groupe milicien de Géorgie, "The Militia at Large for the Republic of Georgia", avait été arrêté en possession d'un arsenal terroriste "impressionnant" permettant la confection de bombes.

Cette information sensationnelle diffusée dans le monde entier disparut aussitôt, le tam-tam médiatique se gardant d'y revenir.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que le défenseur des deux principaux accusés, Nancy Lord, avait

aussitôt dénoncé une "manipulation montée par un agent du Bureau des Alcools, du Tabac et des Armes à feu (BATF) : Stephen Willis".

L'enquête révéla :

1) que l'arsenal "terroriste impressionnant" avait été enterré par l'agent Willis lui-même dans la propriété du chef de la milice, Robert Starr, à l'insu de ce dernier ; 2) que le lieutenant de Robert Starr, William McCrani, avait d'ailleurs mis un terme à toute relation avec l'agent Willis dès que celui-ci avait tenté de le convaincre de lancer une série d'opérations terroristes contre des lieux publics pendant les Jeux ;

3) que, d'ailleurs, Robert Starr avait aussitôt téléphoné à l'animateur d'une émission-débat de radio du "public access" pour exposer en direct aux auditeurs comment l'agent Willis avait tenté de le piéger pour le compte de son officine gouvernementale ; Starr expliquant que, menacé de mort, il avait conclu que sa meilleure protection serait de mettre l'affaire sur la place publique.

Sur quoi, l'affaire de la Militia of Georgia ayant lamentablement foiré, des collègues de l'agent Willis au BATF arrêtaient treize membres d'un prétendu groupe clandestin de l'Arizona, la Viper

Militia.

Immédiatement l'US attorney Janet Napolitano convoquait la presse pour annoncer l'échec d'un "complot terroriste majeur", le directeur du BATF John McGraw, précisant qu'au moment de leur interpellation les miliciens s'apprétaient à faire sauter les bureaux du FBI, du BATF, des Impôts de l'Arizona et même, tant qu'on y est, la moitié de la ville de Phœnix (Arizona). "N'oubliez pas Oklahoma City", ajouta McGraw à l'intention des demeurés qui n'auraient pas saisi le rapport évident avec l'attentat qui ratatina l'immeuble abritant les services du FBI dans le *Sooner State*, y compris la crèche. Là-dessus, nouvelle catastrophe.

Le juge d'instruction libérait six des dangereux terroristes. Le superviseur local du BATF, Steven Ott, reconnaissait qu'à aucun moment la Viper Militia n'avait menacé quiconque. Le BATF reconnaissait que son agent infiltré dans la milice avait suggéré lui-même pillage de banques et attentats, ce qui lui avait valu d'être expulsé.

Enfin, Jim Kolbe, représentant républicain de l'Arizona au Congrès, accusait le ministère de la Justice d'avoir monté l'affaire "pour motif politique". *L'Atlanta Journal and Constitution* et le *Los*

Angeles Times se firent les échos de ces éléments. Mais pas un média français. Le 27 juillet, France-Info matraqua toutes les demi-heures un "papier" d'Edward Behr accusant ces milices d'être composées de paranoïaques, résolu à faire sauter l'Amérique.

Correspondant de *Newsweek* à Paris pendant vingt ans, ce propagandiste bouffi de haine pour l'Amérique blanche vient de commettre contre les milices nationalistes un livre délirant qui le place au premier rang des falsificateurs de l'Histoire contemporaine et des truqueurs d'opinion.

Dans cette campagne planétaire de propagande et de terrorisme intellectuel, Oklahoma City et Waco sont, les thèmes de référence des tripoteurs d'actualité.

Or, dans le premier cas, plus personne, un an et demi après l'attentat contre l'immeuble Alfred Murrah, n'ignore qu'il s'est agi d'une manipulation visant à permettre la dissolution des milices et le voted'une loi d'exception rognant sur la liberté de port d'armes.

Aucun expert artificier d'Amérique du Nord n'a jamais cru à la version fantaisiste d'un camion-bombe bourré de nitrate de potasse et d'huile de vidange. Au moins deux bombes ont été



Clinton que profite le crime

posées à l'intérieur de l'immeuble. Leur sophistication était telle qu'elles ne pouvaient être mises à feu que par des artificiers professionnels.

Tim McVeigh, l'accusé n° 1, en était incapable. Il n'appartenait à aucune milice et était manipulé depuis des mois par le FBI.

Toute recherche tendant à retrouver le suspect dit "John Doe n° 2" fut rapidement interrompue après "l'arrestation-bidon" de McVeigh. Au point que, lors de l'ouverture du procès, un grand juré démissionna avec fracas parce que le président du tribunal refusait que la question posée par ce "John Doe n° 2" soit incorporée au dossier. Tous ceux qui ont minutieusement étudié l'attentat affirment que "John Doe n° 2", agent du FBI, est l'organisateur de l'opération, Timothy McVeigh n'étant que l'appât destiné à impliquer l'extrême droite nationaliste.

Quant au massacre de Waco, deux ans et demi ayant passé, la somme de documents, films vidéo, livres, etc., publiés sur l'affaire ne laisse plus l'ombre d'un doute. La secte de David Koresh était tout à fait légale, elle ne maltraitait ni adultes, ni enfants, elle n'était ni luciférienne, ni hitlérienne. Seulement, vivant en

marge du système US, elle était armée jusqu'aux dents et refusait, selon ses droits constitutionnels, de remettre ses armes au BATF. Le gazage du Mont Carmel, maquillé en suicide par les hommes du FBI, fut effectué sur ordre d'en haut : Clinton et le ministre de la Justice Janet Reno. Toute l'affaire, dans sa barbarie la plus abjecte, fut menée comme un avertissement définitif - et délibérément spectaculaire - envers tous les groupes réfractaires au totalitarisme en marche du Nouvel Ordre mondial.

Quelle raison supérieure, demandera-t-on, pourrait inciter un État à conduire contre ses propres citoyens une guerre comme celle menée depuis plus de vingt ans par l'État fédéral américain ?

La question est primordiale. Existe-t-il encore un État américain ? Parce qu'on ne sait plus vraiment faire la différence entre États-Unis et Nations Unies. Parce que la limite entre nation israélienne et nation américaine devient de plus en plus floue. Parce que le "traité" dit de Nafta entre Canada, USA et Mexique a d'ores et déjà gommé la plupart des frontières et que l'on voit se profiler un gigantesque magma politico-économique qui descendrait jusqu'à la Terre de

Feu. Parce que la Constitution des États-Unis, originellement la mieux faite pour garantir les libertés individuelles et collectives, est bafouée sans frein ni scrupules par l'État totalitaire fédéral. Parce que, enfin, l'immigration de couleur et le racisme anti-Blancs, appelé "discrimination positive", n'en finissent plus de déposséder la nation blanche de tous ses droits, traditions, repères... Alors prend forme une guerre civile dans laquelle, à l'évidence, le WASP est devenu victime. L'idée même de nationalisme, de patriotisme, de populisme est anathème au gang mondialiste qui a fait main basse sur l'État.

Un livre récemment publié, qui fait déjà scandale - *Partners in power*, de Roger Morris - confirme ce qu'on savait de longue date : âgé à peine de 19 ans et étudiant à l'Université Georgetown de Washington, William Clinton fut recruté par la CIA dont - impliqué dans une quantité astronomique de coups tordus - il fut depuis trente ans un agent fidèle ; une Centrale dont toute la direction vient de passer entre les mains de sionistes militants et dont on ne sait plus, depuis l'assassinat de Rabin et la série de bombes meurtrières qui frappèrent L'Irak, s'il

faut l'appeler la CIA israélienne ou le Mossad américain.

Dans le grand dessein qui casse les nations, les cultures, les races, bouleverse la face de la planète, resserre sur l'Occident un filet d'acier qui ressemble étrangement au goulag bolchevique, la sale guerre qui s'organise n'a pas fini de broyer et de détruire.

Non seulement c'est le Nouvel Ordre mondial, qui est d'essence terroriste, pose les bombes et fait exploser les longs courriers, mais les peuples - et d'abord les peuples blancs - peuvent s'attendre, dans les années à venir, à une frénésie de barbarie proportionnelle à la volonté de ne pas céder dont ces peuples seront porteurs.

Plus nous refuserons de plier et plus la sauvagerie diffusée par la tyrannie mondialiste repoussera les bornes de l'acceptable. Plus nous serons nombreux à nous raccrocher aux éléments fondamentaux qui forment notre identité et plus les provocations de toute sorte, les massacres et les campagnes de haine nous prendront pour cibles. Waco, Oklahoma City, Atlanta ne sont que les premiers noms appelés à jalonner le chemin ouvert sur les traces sanglantes de la démocratie planétaire...

Gilbert Monchanin



vidéo

« WHITE MAN »
de Desmond Nakamo, avec John Travolta, Harry Belafonte

Deux hommes : un Noir (l'excellent et trop rare Harry Belafonte) et un Blanc (John Travolta). L'un d'eux, riche PDG d'une fabrique de confiserie, réside dans une luxueuse propriété. L'autre, pauvre, ouvrier de la même fabrique, dans un ghetto. Le riche patron licencie abusivement le pauvre ouvrier qui, expulsé avec femme et enfants, décide d'enlever son ex-patron contre rançon.

Scénario classique, à un détail près : le riche salaud, c'est le Noir. Étonnant, non ?

(Gaumont Columbia Vidéo.)

« JUNIOR »
de Ivan Reiman, avec Arnold Schwarzenegger et Dany de Vito

Inventeur d'un médicament favorisant les grossesses sans risque, un chercheur ne trouve comme cobaye qu'un confrère (Schwarzy lui-même) qui se trouve bientôt dans une situation "intéressante". Cette comédie irrésistible permet à Schwarzenegger de montrer qu'il ne se prend pas toujours au sérieux, particulièrement en suivant des cours d'accouchement sans douleur.

(Universal.)

C'est à voir

Le Génie franchouillard



Lorsque le film de Jean-Paul Rappeneau sortit sur les écrans, l'année dernière, nombre de critiques firent la fine bouche. Ces beaux esprits avaient d'ailleurs clamé, avant même que le dernier tour de manivelle ne soit effectué, que le livre de Giono était inadaptable au cinéma. Dépités de s'être trompés, ils affirmèrent dans les articles que ce film fleurait trop la "qualité française".

Ce reproche, d'un racisme tranquille parce que autorisé et qui pue sa haine du *Franchouillard*, d'autres l'ont essayé au temps de la nou-

velle vague : Marcel Carné, Claude Autant-Lara et les scénaristes Pierre Bosc et Jean Aurenche affrontèrent, des années durant, ce genre d'attaque dans les colonnes de la main courante des flics de la pensée filmée que furent *Les Cahiers du cinéma*.

Cette "tare" appelée "qualité française" consiste en un scénario solide, des dialogues brillants et des décors ne sortant pas de chez le brocanteur du coin ; le tout confié à un metteur en scène artisan et à des acteurs connaissant leur métier.

Bref, très exactement ce qu'aime le public et

ce que méprisent les intellos. *Le Hussard sur le toit* relève décidément de cette tradition solide comme chien-dent et c'est bien sûr pour cela qu'il n'a remporté que peu de récompenses lors des derniers Césars.

Ceux qui n'ont pas lu l'admirable, le prodigieux, le bouleversant, le génial, l'indispensable roman de l'insurpassable Giono (est-ce assez clair qu'on a aimé ?) découvriront la Provence du XIXe siècle frappée par le choléra et un superbe hussard italien (Olivier Martinez) conduisant une belle Dame (Juliette Binoche) vers des terres épargnées par la maladie.

Cette épopée, exacte réplique de la Queste des chevaliers de la poésie courtoise sauvant leurs belles de la "Terre Gaste", est servie par d'excellents acteurs, parmi lesquels Jean Yanne, invariablement surprenant.

Le spectateur, plongé dans l'austère beauté des montagnes de Haute-Provence, croit sentir le vent parfumé de romarin et qui porte la mort noire.

Un spectacle de grande qualité qui incitera certainement plus d'une personne à lire où à relire l'œuvre admirable de l'immense (voir plus haut) Jean Giono.

124 minutes ; PFC Vidéo.



C'est à lire

« **MAURIN DES MAURES** »
de Jean Aicard
(Phebus 335 pages, 134 F)
Publiée pour la première fois en 1908, la geste de ce braconnier provençal fut adaptée en feuilleton à la télévision française dans les années soixante. Homme libre, franc buveur, chasseur émérite et gibier de pandores, Maurin a la facon de Tartarin sans le ridicule et l'intrépidité des héros grecs. Un livre à redécouvrir d'urgence.

« **LE VISAGE DE L'ENNEMI** »
d'Elizabeth George
(Presses de la Cité, 563 pages, 130 F)
Bien qu'américaine, Elizabeth George est de la classe des P.D. James et autres Ruth Rendell. Ce nouveau roman, mettant en scène une politicienne ambitieuse aux prises avec le kidnappeur de sa fille et la presse à scandale, est époustouflant et les fausses pistes se multiplient à loisir. Un grand cru du polar.

« **RIVIÈRE SALÉE** »
de Jose Varela
(Fleuve noir, 290 pages, 75 F)
Peu d'auteurs français s'es-

sayent avec bonheur au roman d'aventure et Jose Varela fait partie de ce cénacle talentueux. *Rivière salée* nous entraîne sous le ciel de la Guadeloupe, en compagnie du commandant d'un navire océanographique. A lire en sirotant un Ti-Punch et en dégustant quelques accras.

« **GRIFFU** »
de Tardi et Manchette
(Éditions Casterman, 64 pages)
Tardi a illustré à différentes reprises des écrivains parmi lesquels Céline et Léo Malet. Cette fois, il s'attaque au monde de Manchette, auteur de polars qui, avec ADG, rajeunit le genre il y a quelques décennies. A quand l'illustration des *Trois Badourds* ou du *Grand Môme* par Loro ? Après tout, ADG est le seul auteur de la Série Noire à avoir sévi dans la BD.

« **LES 4 AS et L'ATLANTIDE** »
de François Craenhals et Georges Chaulet
(Éditions Casterman, 48 pages, 52 F)
Depuis de nombreuses années, Craenhals et Chaulet (qui est également le

père de Fantomette) promènent les 4 as à travers le monde au cours d'aventures plus échevelées les unes que les autres. Cette série pour enfants est d'ailleurs également lue par les parents dès que leur progéniture a le dos tourné. Ces nouvelles péripéties auront assurément le même succès que les précédentes.

« **LA TOUR DE L'ORGUEIL** »
de Jacqueline Monsigny
(Éditions Belfond, 410 pages, 129 F)
Nos lecteurs quadragénaires qui, dans les années soixante, regardaient la télé du jeudi après-midi n'auront pas oublié la blonde animatrice des jeux pour enfants. Ayant quitté le petit écran pour la plume, Jacqueline Monsigny publie maintenant des sagas romanesques. Son dernier livre nous emmène sur les pas de Noémie, adolescente au caractère trempé, à travers le bocage normand, de l'été 1939 au Débarquement. Les lecteurs et surtout les lectrices férus de ce genre littéraire apprécieront ces péripéties multiples.

Michel Deflandre

Un ami du *Libre Journal* vend,
dans un petit village
à treize kilomètres de Senlis,

JOLIE FERME TRADITIONNELLE PICARDE

entièrement restaurée

Avec dépendances,
grand jardin d'agrément et potager

Pour tous renseignements, téléphoner au

(16) 44 72 61 92

Le Libre Journal

adresse ses félicitations

à Monsieur et Madame François **Colombier**,
parents d'une petite **Clotilde**

et

à Monsieur et Madame Emmanuel **Ratier**,
parents d'une petite... **Clothilde**.

Tout ça cache quelque chose...



Henri et Jean Gonnet

Nés à quatre ans d'intervalle, ils sont morts au même âge, vingt-neuf ans, à quatre ans d'intervalle. L'aîné aux premiers jours de la guerre, le cadet aux derniers. Celui-là était officier, celui-ci était prêtre. Symboles poignants de l'effroyable malheur que connurent tant de familles pendant ces années terribles. Un malheur qui fut et qui reste celui de la France privée de ses meilleurs enfants.

L'aîné, Jean, était né le 9 décembre 1885, d'une très ancienne famille lyonnaise dont les descendants sont encore nombreux dans la capitale des Gaules. Le père exerçait la médecine.

Jean, élevé dans un milieu de la plus haute culture religieuse et intellectuelle, montra de vives dispositions pour les lettres et les arts. Par sa volonté sans cesse appliquée à son perfectionnement intérieur et au développement de ses facultés, il se préparait à réaliser dignement ce rôle du chef, qui fut - ses *Carnets* en témoignent - l'ambition de sa vie militaire.

Entré à Saint-Cyr en 1907, il est affecté comme sous-lieutenant au 158^e d'infanterie. Dans la solitude

des forts alpins, durant les loisirs de la caserne, il étudie les classiques. On trouve, dans ses notes d'art et de voyage, un goût très sûr, des impressions aiguës. Surtout, il médite Montluc, Coignet, de Brack, et rédige ses *Carnets d'un officier*. Comme

l'a remarqué M. Rouast, "la question de la formation personnelle le préoccupe avant tout". Il analyse, en pages vigoureuses et riches d'idées, la nature de l'autorité, qui "donne du goût à l'obéissance", qui "l'inspire sans peine et sans effort". "Faudra-t-il démontrer à des militaires qu'il n'y a pas d'autorité possible, ni du grade, ni de la personne, là où le courage n'est pas ?" "L'autorité personnelle dérive de l'affection du chef pour ses hommes ... Cette affection est comme un privilège de l'officier français".

Officier dans toute la force du terme, vivant exemple d'activité, de discipline, il est chargé du cours des élèves-officiers à Grenoble. Ses notes révèlent ses préoccupations d'instructeur et d'éducateur mais aussi la connaissance aiguë des hommes et des événements qui le font vivre dans la certitude que le

conflit est proche.

"Pour moi, écrivait-il en 1910, il me faut former des hommes et les appliquer à la guerre, mais avant tout former des hommes. Je ne puis guère arriver à concevoir la dissociation des hommes en soldats, en combattants."

En juillet 1914, Jean Gonnet, lieutenant au 30^e bataillon de chasseurs, participe aux manœuvres alpines. Il rejoint les Vosges, après avoir vu une dernière fois sa fiancée à Épinal. Le 30^e bataillon entre en Alsace. C'est de Stosswihr, 18 août 1914, qu'est datée la dernière page du carnet de Jean Gonnet. Le 19 août, à Gunsbach, alors qu'il se levait pour observer l'ennemi, il est frappé d'une balle en pleine poitrine et, avant d'expirer, il lance : "Adieu à tous ! Au plus ancien, le commandement..."

Son frère Henri écrira : "L'exemple, celui de la mort surtout, a, pour entraîner les hommes et accroître la richesse morale des pays, une force singulière que les paroles ne sauraient atteindre ; le retentissement en est indéfini, et l'action toujours bienfaisante. Il avait rêvé cette action pour sa vie ; du rêve, la mort pour

la France a fait une réalité".

Décoré de la Légion d'honneur, Jean Gonnet est cité à l'ordre de l'Armée : "Brillant officier, a été tué le 19 août 1914, en donnant à ses hommes l'exemple d'une superbe attitude au feu."

Seul restait pour consoler ses parents son jeune frère Henri, qui l'adorait. Il était né à Lyon le 15 octobre 1889. Après son service militaire, accompli au 14^e bataillon de chasseurs, il entra au grand séminaire de Saint-Sulpice, à Issy. Le *Libre Journal* a écrit, sous la plume de Paul Wildmer (n° 91, 92, 93) ce que furent les épreuves des jeunes séminaristes et des prêtres dans cette période où sévissait la sottise malfaisante des loges. Henri Gonnet n'en ignora rien. Quand la guerre éclate, il reprend, au 14^e bataillon de chasseurs, son uniforme de sergent. Il est sous-lieutenant, puis lieutenant. "C'était, écrit Mgr Lavallée, une jolie nature, éprise de tout ce qui est lumière, cherchant partout la vie de l'esprit, et s'épanouissant, sous cette longue menace de mort de quatre



Le prêtre et l'officier

années, avec l'avidité tranquille des fleurs des champs qui s'ouvrent sous l'orage qui va les foudroyer." De telles qualités font, de ses lettres et de ses notes intimes, des documents singulièrement pathétiques, où l'existence du combattant revit dans sa terrible grandeur. On y respire, ardente et généreuse, l'âme d'un chevalier, la sensibilité de l'homme, l'apostolique charité du prêtre. Ce lettré, d'une culture très personnelle, ne se sépare point des livres qui sont pour lui de véritables amis : Racine, Molière, Barrès, Péguy, dont il médite les strophes : "Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre..." et aussi - ne nous en étonnons pas chez un fin Lyonnais - Maurice Scève...

"J'ai même abordé Dante, qui paraît assez ardu mais est d'une singulière beauté. Ses vers vous entrent dans la tête comme des clous de bronze, et la traduction ne donne pas idée de cette énergie qu'a toujours le jaillissement de la pensée dans la langue qui l'a conçue". Quel enthousiasme, quand il pénètre en Italie : "S'il fallait dire tous les sentiments qui m'émerveillent et

cette joie si douce qui m'envahit l'âme, depuis que je suis sur cette terre lointaine où je me sens vivre si intensément, comment ferais-je ? Venir soutenir notre sœur italienne à ce moment critique de la crise, quelle aubaine et quel symbole !"

En 1915, ses parents, encore accablés par la mort de l'aîné, apprennent que le cadet est blessé gravement en Belgique. Henri rentre cependant pour sa convalescence et, à peine sur pied, est ordonné prêtre dans la basilique de Fourvières, pendant sa convalescence...

Aussitôt guéri, il rejoint le front.

Le 17 juillet 1918, veille de sa mort, devant Damard, il ajoutait un post-scriptum à la lettre qu'il destinait à ses parents au cas où il serait tué : "Si la volonté de Dieu est que je meure, je suis très heureux et très fier de mourir ainsi pour délivrer la France, pour repousser le plus dur de tous les assauts. Vous savez ce que nous allons faire et où se porte l'effort des chasseurs. Si quelquefois il fut téméraire, cette fois nous sentons bien qu'il s'impose, et que nous luttons pour que ne meure pas le

pays. Aussi nous y allons de toute notre âme, pour la cause la plus sainte de la terre après celle de Dieu, car le triomphe de l'Allemagne serait la fin de cette flamme unique qui attire le monde entier vers nous."

Le même jour sur son carnet de poche, il écrit cette prière admirable qui n'a pu naître que dans un esprit à qui le Créateur avait accordé, dans sa miséricorde, la prescience du jour et de l'heure, une prière que chaque prêtre, aujourd'hui, devrait lire et relire et méditer :

"O mon Dieu, feu dévorant, qui appelez les derniers de vos enfants à être vos prêtres, ayez pitié du plus faible de tous, que vous avez appelé à cette immense dignité. Soutenez-moi, Dieu puissant et fort, au milieu des combats ; faites que je donne l'exemple, que je le donne en tout ; que je ne me regarde pas moi-même, que je m'oublie moi-même, pour ne penser qu'à ceux que vous m'avez confiés. Mon Sauveur, Jésus bien-aimé, que je Vous regarde et que je Vous aime et j'aie de l'avant, votre croix sur la poitrine, sans penser à autre chose qu'à Vous !

Si je tombe, purifiez mon âme dans les souffrances pour qu'elle Vous voie bientôt, pour que je retrouve bien vite ceux qui m'attendent là-haut et qui Vous aimaient. Seigneur, que je Vous aime plus que tout !"

Le lendemain, 18 juillet 1918, devant Monnes (Aisne), Henri Gonnet est frappé d'une balle à la tempe. En entraînant ses hommes, il criait : "En avant ! Si nous tombons, c'est pour la France !"

Décoré, comme son aîné, de la Légion d'honneur, il est, comme lui, cité à l'ordre de l'armée :

"Vaillant officier. Le 18 juillet, à Monnes, son commandant de compagnie ayant été blessé, a pris le commandement de l'unité et a fait l'admiration de tous par sa bravoure et son audace. Arrêté par les mitrailleuses, s'est porté en avant de sa ligne, encourageant ses hommes, et leur donnant l'exemple de l'intrépidité, du mépris du danger et de l'abnégation. Par une manœuvre habile, a réussi à faire reprendre la progression, mais est tombé mortellement frappé au moment où il entraînait ses chasseurs. Trois blessures antérieures."

d'après Louis Pize



« Guantanamo »
de Tomas Gutierrez Alea

Bien entendu rien à voir avec la célèbre chanson...

On peut s'interroger, aujourd'hui, sur le "leader maximo" : Fidel Castro est-il gâteux ou devenu tolérant et son entourage indifférent dans l'un ou l'autre cas ?...

Déjà, avec *Fresa y Chocolate*, Tomas Gutierrez Alea malmenait, avec un humour décapant mais clair, la vie quotidienne imposée aux intellectuels cubains. Le régime du Barbudo était brutalement secoué... sans dommage pour le cinéaste puisqu'il récidive. La critique est encore plus féroce dans ce film tourné en 1995. Cette fois, le réalisateur s'attaque à la bureaucratie et à l'administration cubaines.

Derrière le paravent de la franche rigolade sont exposées, sans indulgence, toutes les tares d'un système qui a fait la preuve de sa nullité perverse et qui pourtant perdure dans ce coin de paradis caraïbe. C'est l'occasion de découvrir l'extraordinaire résistance à la morosité des Cubains, accoutumés à faire contre mauvaise fortune bon cœur et joyeuse figure, et la beauté des paysages préservés par l'absence d'industrialisation.

A quelque chose malheur est bon. Pour enterrer sa tante conformément à ses dernières volontés, un homme, respectueux du système politique en place, doit traverser toute l'île de Cuba au départ de Guantanamo. Sa femme et le vieil amant de la défunte embarquent donc avec le cercueil dans une poussive guimbarde pilotée par un employé des Pompes funèbres combinard et champion du marché noir. Simultanément, deux chauffeurs se relaient, sur la même route, au volant d'un vieux camion. Leurs parcours et leurs destins vont tour à tour se croiser puis se contrarier pour notre divertissement.

C'est drôle, vif, alerte, gentil et bien ficelé. Tous les comédiens sont aussi parfaitement inconnus en Europe qu'ils sont excellents. Pour une fois que le communisme fait rire, il n'y a pas à hésiter.

Olmetta

Don Rosé...

Debout sur la petite table de bois, l'Espagnol, sec comme un sarment, avait un jeu de paumes aussi impressionnant que celui de l'histoire.

Soleares, c'est le titre du morceau que dansait cet Ibère, rude parmi les rudes. Pantalon noir serré, large ceinture rouge autour de la taille et petit gilet qu'il tenait d'une main, tandis que de l'autre il zébrait l'air de gestes cassants comme pour mieux imposer à l'assistance le martèlement de ses pieds chaussés de bottes à talons, claquant, en démesure, sur le jeu syncopé du guitariste.

Les femmes, les danseuses, attendaient leur tour, assises sur des chaises cannées, les jambes écartées, la robe relevée sur les genoux et tombant jusqu'au sol entre leurs chaussures à claquettes.

Quelques musiciens buvaient la sangria et fumaient de longues cigarettes dorées. La fumée enveloppait de gros jambons accrochés au plafond qui pendaient en compagnie de saucisses sèches et de poivrons multicolores.

Au mur, de vieilles affiches de corridas célèbres, montrant des matadors en habit de lumière aux teintes d'or et de sang, avec des noms prestigieux qui avaient fait rêver tout un peuple et continuaient de fasciner les aficionados de la dernière couvée.

Pepe de Cordoba jouait pour nous, pour lui, il jouait avec ce regard étrange que peuvent avoir les artistes, quand les femmes sont belles et que le vin est bon. Sûr de ses effets et tellement absorbé par la grandeur de sa musique qu'il ne nous voyait pas, il sait que tout gravitait autour de lui. Les encouragements fusaient, on se passait la boisson et les *Ole* saluaient les prouesses de ce *mano a mano* où l'exubérance le disputait à l'art le plus pur de l'expression physique du *cante Jondo*.

En avons-nous passé, de ces merveilleuses nuits andalouses ! L'endroit s'appelait *El Catalan*. Nous buvions un merveilleux porto de la région de Jerez que le producteur en personne, José Maria Diez, nous racontait jusqu'au lever du jour.

Il peut être triste, le petit matin parisien... après une grande nuit de soleil.

Delaigle

Le mal de mère
de Pierre-Olivier Scotto

Élève du Conservatoire dans les classes de J-P. Roussillon, M. Bluwal et A. Vitez, P.O. Scotto passa cinq ans à la Comédie-Française avant de créer son propre théâtre : l'Escalier d'or. L'homme de scène, alors, se mua en homme de plume... et d'humour.

Sa première pièce, *Le Mal de Mère*, est le triomphe de l'été et certainement de la rentrée. Dans un superbe langage, l'auteur nous fait témoins de la rencontre entre une vieille dame extravagante et un jeune psychanalyste paumé, duo où l'onirisme le dispute à la réalité. A chaque instant, le spectateur qui croit avoir tout compris est emporté de nouveau, égaré, dans les arcanes de la pensée de l'habile Scotto.

Une interprétation exceptionnelle sert ce joyau d'intelligence, d'humour et de sensibilité. La vieille dame, si inattendue, ne pouvait être que Tsilla Chelton, clown, tragédienne irrésistible et impitoyable, impayable et souvent... impayée (il a fallu le film *Tatie Danièle* pour qu'elle obtienne enfin une renommée méritée). Cette irréprochable mère de famille à la ville a risqué les rôles les plus difficiles à la scène. C'est peu de dire qu'elle a joué les grands auteurs. Elle les a imposés. L'inoubliable créatrice des *Chaises* de Ionesco n'a pas mené sa carrière dans un fauteuil...

P.O. Scotto, auteur-acteur, confère au psychanalyste une fraîcheur et une fragilité émouvantes. Que de talent chez ce sympathique petit bonhomme ! Merveille des merveilles, la diction des deux comédiens est parfaite... M. J. Desailly est comblé qui déplorait, il y a peu, sur Radio-Courtoisie que les interprètes de son spectacle précédent, N. Garcia et A. Dusolier, ne fussent pas audibles au sixième rang.

Madame Seigner signe la mise en scène... de la cuisine "Trois Étoiles". Beau et fascinant décor de Guy-Claude François. Une réussite à ne pas manquer.

Olmetta

Théâtre de la Madeleine (accessible aux handicapés) :
42 65 07 09.



**Tuer, d'accord,
mais dans la tradition**

L'autre matin, alors que le brouillard d'un sommeil encore présent ne parvenait pas à se dissiper, Je tentai de m'éclairer les idées en regardant les informations du matin sur l'étrange lucarne.

Bizarre idée.

Comme la veille et l'avant veille, on m'apprit d'abord qu'un attentat avait été perpétré en Corse.

Un de plus...

Pas de quoi, donc, s'émouvoir ni s'agacer.

Je continuai donc à beurre consciencieusement ma tartine, lorsque l'image finit pas franchir le barrage de mon indifférence.

J'avais sous les yeux un personnage tout droit sorti de *Astérix en Corse*, de Goscinny & Uderzo.

Visage maigre et buriné, nez d'aigle, menton volontaire, teint de cuivre, cheveux de jais, oeil d'escarboucle, c'était un insulaire de l'eau la plus cristalline que l'on avait appelé à émettre une opinion sur la chose.

Comme ce n'était ni un ministre ni un acteur, je prêtai l'oreille.

Je fus d'abord surpris.

Contre toute attente, Ocatarinabelatchixtchix faisait connaître sans ambages tout le mépris que lui inspirait ce genre d'exaction.

"Ah ! Tout de même !" me dis-je en engloutissant une moitié de ma tartine.

La seconde resta en suspens.

"Vous comprenez, poursuivit en effet l'homme, la voiture piégée, ce n'est pas dans la tradition corse, Monsieur... Ça, voyez-vous, c'est bon pour les Irlandais !"

Bouffre !

Ainsi donc, si j'ai bien compris, ce que ce bon garçon condamnait n'était pas tant "l'esprit" de l'attentat mais la méthode.

En clair, il se foutait éperdument que la bombe ait pu tuer des passants ayant eu le mauvais goût d'être là lors de son explosion.

Ce qui lui déplaisait, c'était le caractère exotique de la façon. Le manque de respect des traditions de l'île de Beauté. L'introduction de coutumes allogènes.

Tuer, passe. Mais tuer à l'Irlandaise, malheur !

Il voulait bien qu'on éparpille des gosses, qu'on volatilise des femmes, qu'on ventile des innocents, mais pas à la voiture piégée ! Pas de ça chez nous, hein ! Ici, on tue selon la tradition !

Aïo !

Philippe Sinclair

Un boulet impérial tua Monseigneur le maréchal Henri de La Tour d'Auvergne de Bouillon, vicomte de Turenne, à une mousquetade de Salzbach, le 27 juillet 1676. L'illustre soldat avait vu le jour le 11 septembre 1611. Élevé tel un prince étranger puisque petit-fils de Guillaume le Taciturne, Turenne sert doublement Louis XIII et le Stathouder de Hollande Frédéric-Henri. Sous les drapeaux français et batave, le jeune gentilhomme manifesta une égale vaillance... Promu colonel par l'Oint de Reims à l'âge de dix-huit ans, le vicomte, ne voulant plus être qu'à la Fleur de lys, va tour à tour glaner des gerbes de lauriers dans les troupes du duc de Weimar, du cardinal de La Valette, du comte d'Harcourt. Maréchal de France dès 1643, Turenne remporte victoire sur victoire. Il vainc les Impériaux à Fribourg en 1644, à Nordlingen en 1645, à Sommershausen en 1648. Las, la Guerre de Trente Ans finie, le héros, un temps loyal, choisit le camp de la Fronde. Bref faux-pas ! Deux fois gracié, le maréchal s'oppose à Condé au cours de la seconde Fronde, rend Paris à l'enfant-roi Louis XIV en octobre 1652, pulvérise aux Dunes, en 1658, les banderas espagnoles que commande Monsieur le Prince. Devenu catholique, il mènera Sa Majesté "en promenade dans le Nord" lors de la Guerre de Dévolution, et, lors de la Guerre de Hollande, prendra Arnheim en 1672, occupera la Westphalie en 1675...

A la nouvelle de son trépas, Madame de Sévigné, admirative, écrira : "Il est mort aujourd'hui un homme qui faisait honneur à l'homme". Les restes de Monseigneur le maréchal de Turenne furent inhumés à Saint-Denis. Transférés au Jardin des Plantes à la Révolution, ils y voisinèrent avec ceux... d'un éléphant et d'un rhinocéros. La dépouille du preux repose à présent aux Invalides.

Jean Silve de Ventavon

Les gros mecs

Corinthe ! La ville était neuve. César l'avait reconstruite en 44. Il l'élut capitale de la province romaine de Grèce. Ses deux ports, l'un sur la mer Égée, l'autre sur l'Adriatique, faisaient d'elle une cité grouillante d'activité. Un demi-million d'habitants, dont deux-tiers d'esclaves, hommes et femmes de toutes races, matelots, débardeurs, commerçants, loueurs de bateaux, fonctionnaires se côtoyaient étroitement, profitaient du luxe et de la débauche.

Les Corinthiens n'étaient pas aussi raffinés que les Athéniens ! Apollon, Hermès, Poséidon, Athéna-Chalinitis, Hercule, Vénus-Fortuna, avaient leurs temples, les petits philosophes leurs écoles, Aphrodite et ses prostituées le plus beau sanctuaire de la ville ! A tous les coins de rue, les religions à mystères de l'Orient séduisaient les indécis. Vingt mille juifs vivaient autour de leurs synagogues. Mêlés à ce monde, les chrétiens nouvellement convertis n'étaient pas de meilleure extraction ; ils étaient, comme leurs concitoyens, des gros mecs et des grosses bonnes femmes. "Il n'y a parmi vous, écrit saint Paul, ni beaucoup de sages, ni beaucoup de puissants, ni beaucoup de gens de bonne famille (1, 26). Vous êtes encore charnels (3,3). On n'entend parler que d'inconduite parmi vous, telle qu'il n'en existe pas même chez les païens ! (5,1)". L'Apôtre se plaint de leurs divisions (déjà !) ; il les exhorte à quitter leur ancienne conduite : "Fuyez la fornication ! (6,13. 18). Ne formez pas d'attaches disparates avec les païens (2 Co 6,14)". Et pourtant ! A ces gens mal dégrossis, saint Paul adresse les paroles les plus sublimes, leur révélant ce qu'ils sont réellement devenus par le baptême : "Vous avez été comblés de toutes les richesses de la science (1,5). Vous êtes le temple de Dieu (3,16). Vous jugerez les anges ! (6,3). Vous avez été sanctifiés (6,3)". A eux, les dockers et les lavandières, il expose les exigences du mariage catholique, l'idéal du célibat, le mystère de l'Eucharistie, le dogme de la Résurrection !

Les épîtres aux Corinthiens sont les plus actuelles parce que les Corinthiens nous ressemblent étrangement, parce que Dieu ne désespère jamais de nous !

Abbé Guy-Marie



La Grande Guerre

Par Serge de Beketch

Curieuse coïncidence : au moment où le Tout-Paris de la pub et des médias célèbre le centenaire des *Galleries Lafayette*, on pourrait, mais l'on s'en garde bien, rappeler le quatre-vingtième anniversaire de la disparition de l'homme qui, indirectement, fut à l'origine de cet événement : Jules Jaluzot, fondateur du *Printemps*, mort en pleine Grande Guerre à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Depuis quelques semaines, les rues de Paris se couvrent d'affiches annonçant en effet que, voilà un siècle, les *Galleries Lafayette* voyaient le jour. Pour la circonstance, ce grand magasin parisien a d'ailleurs pendu sur sa façade de grands mannequins de plastique thermoformé représentant des dames en robe rouge et qui font penser que l'on est revenu au temps de la lanterne.

Toutes les gazettes, abreuvées de publicité, évoquent à l'envi l'histoire de ce temple du commerce où il se passe "toujours quelque chose", on nous abreuve de dates, d'événements, de listes de clients célèbres et même, le PDG des *Galleries* a eu droit récemment, juste rétribution, à une matinée entière de papotages promotionnels sur *Europe 1*. Or, curieusement, dans cette débauche de "mémoire", personne n'écrit, ni ne raconte comment et pourquoi les *Galleries Lafayette* sont nées voilà cent ans.

Ce serait pourtant une anecdote plaisante puisque l'ouverture de ce grand magasin est une des conséquences les plus directes et les plus inattendues de... l'affaire Dreyfus ! Voici les faits.

En 1835, au foyer de Maître Jaluzot, notaire à Rodez, voit le jour un beau garçon. On le prénomme Jules et l'on fonde sur lui les plus grandes espérances.

Las ! Il faut bientôt se rendre

Les parrains oubliés des Galleries Lafayette...

à la triste évidence : Jules ne suivra pas les traces de son auguste père. La tabellionnerie ne le comptera pas parmi ses illustres figures. S'il poursuit en effet ses études, il se révèle définitivement incapable de les rattraper.

Accablé de mauvaises notes, Jules est chassé du domicile paternel (scène de genre) et, à dix-huit ans, le jeune Aveyronnais monte dans la capitale où il se place comme commis aux *Villes de France*, magasin de nouveautés.

Il s'y révèle excellent. Bientôt, il devient chef du rayon soieries au *Bon Marché*. Il n'a guère plus de vingt ans mais sa prestance fait de l'effet à ces dames et surtout à une actrice, veuve d'un riche vieillard qui lui offre sa main. Jules s'en empare et, le 11 mai 1865, fort de l'héritage de sa jeune épouse, il ouvre sur l'emplacement de la "Ferme des Mathurins", ancien débit de lait tenu par des religieux, son propre magasin de nouveautés : le *Printemps*. Il a trente ans.

Le 9 mars 1881, le magasin brûle. Un pompier meurt dans l'incendie. Bien que les époux Jaluzot, qui habitent au quatrième étage du magasin, aient échappé de peu à ce destin tragique, les compagnies d'assurance font grise mine et enquêtent. On ne peut rien retenir contre Jules qui fait reconstruire son magasin par l'architecte Paul Sédille. Ce sera un véritable palais de la mode parisienne. Jaluzot ne recule devant rien pour sa réclame, allant même jusqu'à

passer contrat avec le docteur Labbé, un chirurgien que le Tout-Paris s'arrache depuis qu'il a opéré avec succès un saltimbanque qui avait avalé une fourchette. Embauchés ensemble le médecin et le patient sont exhibés dans le magasin !

Zola, d'ailleurs, s'inspirera de Jaluzot le Magnifique pour son Octave Mouret du *Bonheur des dames*.

Devenu richissime, Jaluzot se lance dans la politique. Un demi-siècle avant Mitterrand, il devient député de la Nièvre (...) et achète deux journaux, *La Presse* et *La Patrie*.

En 1894, l'Affaire Dreyfus éclate. Jaluzot s'y engage avec frénésie. Il est farouchement antidreyfusard. Ses journaux tirent à boulet rouge sur "ce canaille de D..."

On ne le lui pardonnera pas. Un consortium d'amis du Capitaine d'artillerie entreprend de ruiner le gênant milliardaire.

Le 1er septembre 1895, Messieurs Kahn et Bader se portent acquéreurs d'une petite boutique de frivolités à l'angle de la rue Lafayette et de la rue de la Chaussée d'Antin, à une portée d'escarpins vernis du *Printemps*. Tout ce que fait Jaluzot, ils le font aussi : l'entrée libre, les prix fixes, le "remboursé si pas satisfait", même les "coups de pub". Mais, quand Jaluzot exhibe la Faculté, Kahn et Bader font atterrir l'aviateur Védrine sur le toit de leur magasin.

La lutte sera féroce. Mais Jaluzot résistera jusqu'au bout.

En 1905, il abandonne ses parts à un ancien chef de rayon pour se retirer dans la Nièvre.

Il y meurt, dans l'opulence mais dans l'indifférence générale, le jour où, à Verdun, à la tête des Brandebourgeois du IIIe corps prussien du général Lochow, le jeune lieutenant Brandis prend le Fort de Douaumont

